

# *l'Anti*capitaliste

N°60 | DÉCEMBRE 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



## QU'Y A-T-IL DERRIÈRE LA RÉSURGENCE DES MOUVEMENTS NATIONAUX EN EUROPE DE L'OUEST ?



**ÉTATS-UNIS**  
A FERGUSON, RÉVOLTE CONTRE  
UN SYSTÈME D'OPPRESSION



**VERS UN « NOUVEAU PARTI (PAS)  
SOCIALISTE » ?**



**CGT,**  
DONNER DU SENS À LA CRISE



EDITORIAL

**Julien Salingue** Un gouvernement de casseurs **P3**

PREMIER PLAN

**Stan Miller**  
Etats-Unis A Ferguson, révolte contre un système d'oppression  
Où en est la lutte pour les 15 dollars ? **P4**

ACTU

**Yann Cézard** Vers un « Nouveau parti (pas) socialiste » ? **P8**

**Robert Pelletier** CGT : donner du sens à la crise **P11**

**Fred Albi** Centres de santé D'un modèle à l'autre ? **P14**

**Jean-Claude Laumonier**  
Projet de « loi de santé » Quand étatisation rime avec privatisation **P16**

**Vincent Sung** Le « mouvement des parapluies » à Hong Kong Naissance d'une nouvelle génération sous les gaz lacrymogènes **P18**

**Pierre Rousset** Hong Kong Savoir durer **P21**

DOSSIER

**Henri Wilno**  
Quelques éléments sur la question nationale en Europe de l'Ouest **P22**

**Jean-Philippe Divès** Ecosse Un séparatisme très politique... et de gauche **P24**

**Pips Patroons** Belgique Crise nationale sur fond néolibéral **P26**

**Andreu Coll**  
Etat espagnol Conflits nationaux et luttes politiques hier et aujourd'hui **P28**

REPERES

**Patrick Le Moal**  
Les colonisés de l'empire français dans la Première Guerre mondiale **P31**

LECTURES

**Ugo Palheta**  
A nos amis du Comité invisible « Les insurrections sont venues, pas la révolution »... **P34**

FOCUS

**Virginia de la Siega** Trop, c'est trop : explosion de colère au Mexique **P36**

**S'ABONNER PAR CHEQUE**  
à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Stranger  
Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

**PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE**  
En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

**l'Anticapitaliste**  
la revue mensuelle du NPA

**Comité de rédaction:**  
Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno  
Pour contacter la rédaction: [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

**Gérant et directeur de la publication:**  
Ross Harrold

**Diffusion:**  
01 48 70 42 31 - [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

**Commission paritaire:**  
0519 P 11509

**Numéro ISSN:**  
2269-370X

**Société editrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

**Tirage:**  
3 000 exemplaires

**Maquette et impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

Illustration couverture : Le 11 septembre 2013 à Barcelone, manifestation-monstre à l'occasion de la Journée nationale de la Catalogne (« Diada »). Reuters/Albert Gea.

# Un gouvernement de casseurs

PAR JULIEN SALINGUE

Il a osé. Interrogé sur les circonstances de la mort de Rémi Fraisse et sur le mensonge d'État qui s'en est suivi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a osé déclarer que « l'État a[vait] réagi comme il devait réagir », avant d'affirmer que « sans les casseurs, Rémi Fraisse ne serait pas mort ». Au sommet de la hiérarchie policière et donc directement responsable de la mort du jeune militant écologiste, Cazeneuve a décidé d'ajouter l'outrance au mensonge, révélant un peu plus le véritable visage d'un gouvernement qui l'a soutenu sans coup férir ces dernières semaines.

## DEUX FACES D'UNE MÊME POLITIQUE

Le gouvernement Hollande-Valls avait été décrit par certains, à juste titre, comme un gouvernement de « droite complexée ». L'actualité récente tend à démontrer que cette deuxième droite a de moins en moins de complexes, et qu'elle assume sa conversion non seulement au libéralisme économique mais aussi à l'autoritarisme politique. Le banquier Macron et le flic Cazeneuve incarnent en effet les deux faces d'une même politique, qui affaiblit toujours un peu plus « l'État social » et renforce « l'État pénal », n'hésitant pas à ajouter à la répression anti-syndicale des mesures d'interdiction des manifestations et un arsenal répressif, sous couvert de « lutte anti-terroriste », qui semble directement inspiré du Patriot Act.

Un gouvernement de casseurs qui, pendant qu'on amuse la galerie avec les vrais-faux mensonges de Jean-Pierre Jouyet et les petites magouilles politiciennes qu'ils révèlent, poursuit son entreprise de destruction des acquis sociaux et de démantèlement des services publics. Les textes budgétaires récemment adoptés (ou en cours d'adoption) confirment en effet qu'Hollande et Valls ont décidé de maintenir le cap de l'austérité et des cadeaux aux entreprises : 40 milliards offerts au patronat, d'ici à 2017, dans le cadre du « pacte de responsabilité », 21 milliards de baisse des dépenses publiques (État, collectivités locales et Sécurité sociale). Une politique non seulement antisociale mais qui, de plus, produit les effets inverses de ceux qu'elle prétend entraîner, avec une spectaculaire hausse du chômage, qui touche désormais 5,43 millions de personnes (toutes catégories confondues), soit près de 280 000 chômeurs supplémentaires en un an. L'obstination du gouvernement et son enfermement dans les dogmes néolibéraux produisent des conséquences sociales désastreuses, qui ne peuvent aller qu'en s'amplifiant à mesure que les politiques

d'austérité se poursuivront, à l'instar de ce qui se passe en Grèce ou dans l'État espagnol.

## CONSTRUIRE UNE OPPOSITION DURABLE

La crise se poursuit et s'approfondit, et l'on ne peut que constater, à regret, que la riposte est loin d'être à la hauteur. Car si les récentes mobilisations contre la politique de Valls et Hollande, de la manifestation unitaire du 15 novembre aux différents rendez-vous contre « l'hôstérité » organisées par les personnels hospitaliers, en passant par les manifestations contre les violences policières, montrent que les jeunes et les salariés ne courbent pas tous l'échine, le moins que l'on puisse dire est que leur succès et leur écho n'ont été que très relatifs. L'ensemble des forces sociales et politiques opposées à l'austérité doivent en tirer les conséquences, en prenant appui sur les acquis de ces mobilisations (démarches unitaires, convergence entre différents secteurs du salariat, refus de toute mesure d'austérité) et en cherchant à construire une opposition claire, large et durable au gouvernement, seul moyen de modifier les rapports de forces et de lutter efficacement contre le FN. Ce dernier profite en effet non seulement de la crise économique et sociale (et de la crise politique qui l'accompagne), mais également de la faiblesse des mobilisations collectives, qui suscite découragement, voire résignation, et qui donne d'autant plus d'écho aux discours de stigmatisation, de division et de repli vers le chacun pour soi. Une telle opposition, qui devrait se fixer pour tâche la construction d'un mouvement d'ensemble mettant un coup d'arrêt aux politiques d'austérité, ne pourra s'ancre durablement que si elle se conçoit comme indépendante du gouvernement et du Parti socialiste, et refuse tout raccourci politique et institutionnel, qu'il s'agisse d'une nouvelle mouture de la « gauche plurielle » ou de la revendication abstraite et démobilisatrice d'une « nouvelle république ». C'est au développement de cette opposition que le NPA continuera de s'atteler dans les mois qui viennent, sans toutefois confondre la nécessaire unité d'action et l'indispensable construction d'une alternative politique crédible aux projets de gestion servile ou de réforme du capitalisme. L'urgence est en effet non seulement au rassemblement le plus large pour en finir avec l'austérité, mais aussi au regroupement de toutes celles et tous ceux qui refusent de s'accommoder d'un système capitaliste qui nous précipite chaque jour un peu plus vers la barbarie. □

A Hong Kong, les manifestants se protègent avec leurs parapluies des jets policiers de gaz au poivre (voir pages 18 à 21). DR.





ETATS-UNIS

# A Ferguson, révolte contre un système d'oppression

PAR STAN MILLER

*A l'esclavage puis à la ségrégation a succédé aux Etats-Unis un nouveau système d'oppression de la population noire, basé sur la criminalisation et l'incarcération de masse. C'est contre ce système qu'à Ferguson et ailleurs émerge aujourd'hui une nouvelle génération militante.*

« Je n'ai pas d'arme, arrêtez de tirer ! » : ce furent les dernières paroles de Michael Brown, afro-américain de 18 ans, assassiné par l'officier de police blanc Darren Wilson le 9 août à Ferguson, Missouri, dans la banlieue de Saint Louis. Michael avait déjà été touché dans le dos quand, selon les témoins, il s'est retourné et a levé les bras pour se rendre et supplier qu'on le laisse en vie. Le soir même, de nombreux jeunes et membres de la communauté afro-américaine sont descendus dans les rues de Ferguson avec des chandelles, levant les mains dans le geste ultime de Michael.

La police de Saint-Louis a mobilisé de l'équipement militaire, des snipers dont les viseurs rouges se baladaient sur les visages des manifestants, et des véhicules d'assaut blindés. Face au scandale, à la colère populaire et à la multiplication des manifestations dans tout le pays, les autorités fédérales par la bouche du président Obama ont condamné ce déploiement de force excessif.

Cependant, ces promesses n'ont pas suffi à désarmer la communauté noire et notamment sa jeunesse, et la mobilisation continue à Ferguson et dans de nombreuses villes, avec des manifestations régulières à défaut d'être aussi massives que celles ayant eu lieu en août. La revendication principale est que justice soit faite pour Michael Brown et que Darren Wilson soit poursuivi. Au-delà des revendications, on a vu dans ce mouvement une nouvelle jeunesse militante émerger, plus radicale, se confrontant aux forces de l'ordre, remettant en cause les leaders traditionnels du mouvement pour l'égalité des droits comme les activistes et pasteurs Al Sharpton et Jesse Jackson, liés au Parti démocrate, qui appelaient au calme et au recueillement.

La colère de cette jeunesse s'est cristallisée autour de l'assassinat de Michael Brown. Mais elle porte sur tout un système. Le cas de Michael n'est pas isolé. On se rappelle l'affaire Trayvon Martin, adolescent afro-américain assassiné en fé-

vrier 2012 en Floride par le vigile George Zimmerman qui n'a pas été condamné, selon une loi de l'Etat de Floride disposant que quelqu'un qui se sent menacé a le droit de tirer (« stand your ground law »), alors que rien ne démontrait l'intention hostile de Martin. Selon le *Malcolm X Grassroots Movement*, un groupe basé à New York, qui a épluché les coupures de presse nationales et locales, au moins un homme afro-américain est assassiné par la police ou des forces de sécurité privées toutes les 28 heures<sup>1</sup> ; moins de 13 % des victimes avaient une arme à feu sur elles, et il est impossible de savoir si elles avaient l'intention de s'en servir ou non.

Ainsi, 50 ans après les grandes luttes pour les droits civiques, et sous la présidence du premier président noir de l'histoire du pays, les événements de Ferguson jettent une lumière crue sur la situation réelle de la majorité des afro-américains, et singulièrement sur un type très particulier de criminalisation de masse qui les frappe depuis les années 1980.

## LA « GUERRE CONTRE LA DROGUE » : UNE GUERRE CONTRE LES NOIRS

Toutes les études montrent que dix pour cent des Américains consomment des stupéfiants, quelle que soit leur couleur de peau ou leur classe sociale. S'il fallait établir un portrait-robot du dealer moyen, celui-ci serait plutôt un jeune étudiant blanc. Cependant, la « guerre contre la drogue » touche quasi uniquement les Afro-américains et les Latinos, et ce sont eux les principales victimes des assassinats policiers, de l'incarcération de masse et de l'exclusion de la société en tant qu'ex-prisonniers.

Le système opère à différents niveaux, et aboutit à ce que les Afro-américains soient arrêtés et jugés à des taux bien plus élevés que la moyenne, et portent jusqu'à la fin de leurs jours le stigmate de la prison. Alors que seulement 15 % des conducteurs de la banlieue de Washington sont afro-américains, ils représentent 90 % des arrestations par la police<sup>2</sup>. Une bataille juridique a

été menée dans les années 1980 par des avocats du mouvement des droits civiques afin que ces pratiques discriminatoires soient abandonnées, mais une série d'arrêtés de la Cour suprême ont déterminé qu'il n'était pas raciste d'arrêter des Noirs davantage que les Blancs... car ceux-là auraient plus de chance d'être des dealers, contrairement à ce que montrent toutes les études disponibles.

Ainsi les protections juridiques garanties notamment par le Quatrième amendement de la Constitution, protégeant les citoyens contre « les fouilles et saisies disproportionnées (...) et non fondées sur une cause probable », ne s'appliquent pas aux Afro-américains. Au niveau des peines, la rhétorique anti-drogue a permis de faire passer des « peines planchers » pour la détention de drogues, mais uniquement pour certaines drogues et même formes de drogue. Ainsi, les peines pour la cocaïne sous forme de crack, consommée principalement dans les ghettos noirs, étaient jusqu'à Obama cent fois (!) plus élevées que pour la cocaïne sous forme de poudre, drogue consommée par les cadres blancs et les étudiants riches. Obama a changé la loi, et les peines planchers pour le crack ne sont plus que 33 fois plus élevées que pour la cocaïne... Un jeune Blanc arrêté avec quelques grammes de cocaïne s'en tirera sans rien ou avec quelques travaux d'intérêt général, alors qu'un jeune Noir avec quelques grammes de crack ira en prison pour au moins cinq ans.

La majorité des arrestations ne vont pas jusqu'au procès : les procureurs, véritables rois du système judiciaire, font pression sur les jeunes Noirs, au niveau d'études généralement faible, leur enjoignant d'accepter un marché : ou cinq ans de prison (pour quelques grammes de drogue) ou risquer vingt ans lors d'un procès... Les avocats de l'aide juridique ont en charge plusieurs centaines de dossiers et conseillent souvent à leur client, dont ils ont étudié le dossier en cinq minutes, d'accepter le « deal ». Si

l'affaire arrive au procès, un arrêt de la Cour Suprême de 1995 (*Purkett vs. Elm*) a considéré que le fait qu'un prévenu noir soit jugé par un jury entièrement blanc n'était pas discriminatoire si les jurés noirs avaient été éliminés du jury pour une raison qui ne soit pas liée à la race, sachant que n'importe quelle raison – le juré est trop éduqué, ou pas assez, il est célibataire, ou a une famille, etc. – est suffisante.

Ces millions d'Afro-américains, une fois leur peine purgée, sont dans 48 Etats américains interdits de voter temporairement, et dans deux de ces Etats pour toute leur vie. Privés de leur permis de conduire, expulsés de leur logement social, devant notifier à tout employeur putatif leur statut d'ex-prisonnier, ils n'ont donc aucune chance de retrouver un travail. Ils doivent même payer une fraction du prix de leur incarcération à l'Etat. Il est dès lors assez logique que nombre d'ex-prisonniers reprennent la voie du crime.

Les quartiers noirs sont quadrillés par les agences de sécurité locales, d'Etat et fédérales, qui peuvent récupérer du matériel de l'armée à prix cassé. Résultat de cette « guerre contre la drogue » : en plus des

assassinats et de la brutalité policière, aujourd'hui, un Américain sur 100 est en prison (2,5 millions de personnes, soit 0,8 % de la population, contre 0,1% en France), un taux d'incarcération proche de ceux de la Russie... et de la Corée du Nord. Pour les Afro-américains, un adulte de 30 ans sur 10 est ou est déjà allé en prison dans sa vie. Dans une ville comme Baltimore, les trois quarts des jeunes Afro-américains entre 20 et 25 ans sont soit en prison, soit sous contrôle judiciaire. Et plus de la moitié des 2,5 millions de prisonniers le sont pour des infractions légères.

## UN NOUVEAU SYSTÈME OPPRESSIF

Cette situation dramatique est bien entendu le résultat du poids écrasant de la misère, des inégalités et des préjugés racistes de la société américaine, qui s'entretiennent mutuellement. Mais elle est aussi le fruit d'une politique consciente. Au début des années 1980, le Parti démocrate a perdu le soutien de la classe ouvrière blanche du sud et d'une partie des grandes villes pour avoir cédé à certaines revendications du mouvement des droits civiques. Les républicains menés par

Reagan ont engagé une « révolution conservatrice » : austérité massive, destruction des syndicats, attaques contre les droits des femmes, etc. La « guerre contre la drogue » a fait partie d'une stratégie générale pour solidariser la classe ouvrière blanche avec le Parti républicain autour du leitmotiv suivant : les difficultés des Blancs pauvres sont dues aux Noirs qui sont des « profiteurs du système ». Des mythes politiques réactionnaires, déjà largement ancrés dans la population américaine, ont alors été développés par les républicains, comme celui de la « reine de l'assurance sociale » (*welfare queen*), ces mères noires accusées de cumuler des centaines de milliers de dollars d'aide gouvernementale... Une fois de plus ils tentaient de jeter le discrédit sur toute forme de programme social ou de sécurité sociale en sous-entendant qu'ils ne feraient que favoriser le crime et la paresse des Noirs. Cependant, contrairement à la période de la ségrégation, il n'est plus assumable politiquement ni possible juridiquement de mettre en place une politique discriminatoire sur la base de la couleur de peau. La guerre contre la drogue et le crime est ainsi deve-

Manifestation de protestation à Ferguson. /DR.





nu le nom d'un système d'oppression raciale qui ne dit pas son nom. Reagan, élu président en 1980, a mis lentement en place ce système qui sanctionne les Noirs sans que le mot race ne soit jamais mentionné. L'espoir, caressé par Malcolm X et Martin Luther King avant leurs assassinats, d'un grand mouvement social interracial pour la justice et l'égalité économiques, ce qu'ils appelaient tous deux des « droits de l'homme », n'est plus qu'un souvenir.

L'autre fonction de la criminalisation de masse, inséparable de la première, se ga-

ment notables ! Alors que les deux premiers systèmes d'oppression avaient pour but d'exploiter la force de travail des Afro-américains, la criminalisation de masse les exclut largement du monde du travail, avec des taux de chômage cinq fois plus importants que pour les Blancs dans les grandes villes. Chômage et criminalisation s'entretenant mutuellement... La main d'oeuvre immigrée, plus docile historiquement même si cela a tendance à changer ces dernières années, est même préférée. Et surtout, la criminalisation de masse écrase d'autant plus la population noire qu'il est difficile de mobiliser du soutien politique pour des individus ayant reçu le label infamant de

républicaines. Une question est présente sur toutes les lèvres, y compris dans la communauté afro-américaine : comment tout cela peut-il encore durer avec un président noir ?

Les politiques de discrimination positive ont fait qu'il y a également des chefs de police noirs, des fonctionnaires noirs et des patrons noirs. S'il faut défendre ces politiques face aux attaques qu'elles subissent depuis Bush fils, l'exceptionnalisme noir est une des conditions de fonctionnement du système de la criminalisation de masse. Le fait que certains réussissent pendant que des millions finissent en prison n'est-t-il pas la preuve que le crime est un choix individuel et non le produit de dynamiques sociales ? Par ailleurs, les élites noires n'ont pas une solidarité innée avec les Afro-américains emprisonnés.

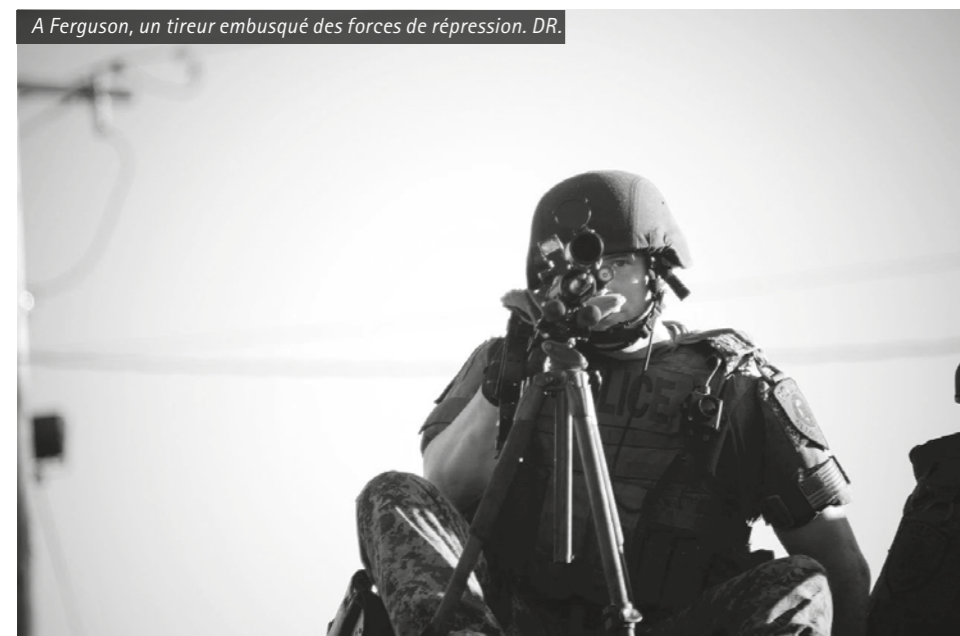
Cependant, à Ferguson, pour la première fois depuis longtemps, il s'est forgé une jeune génération de militants, qui ont refusé de rentrer chez eux et ont dit que l'élection d'Obama n'avait pas mis fin au racisme. Des groupes dénoncent la criminalisation de masse et tentent de battre en brèche les discours qui font de la « guerre contre la drogue » un problème d'ordre public, soulignant son caractère de race et de classe.

Depuis les années 1960, les mobilisations de masse ont eu des destins politiques différents. Quand les émeutes de Watts avaient contribué à l'émergence du Black Panther Party, celles ayant suivi le tabassage de Rodney King n'ont pas eu comme conséquence la formation de nouvelles organisations politiques. S'il est impossible de prévoir quel type d'organisations et de buts se donnera la nouvelle génération militante qui émerge autour de Ferguson (il est déjà évoqué de créer un réseau national d'information et de réaction rapide face aux brutalités policières – *rapid response network*), il est sûr que celle-ci est en marche. □

1 Voir <https://mxxgm.org/wp-content/uploads/2013/04/Operation-Ghetto-Storm.pdf>

2 Les données fournies ici ont été compilées à partir de différentes sources dans l'excellent ouvrage de Michelle Alexander, « The New Jim Crow : Mass Incarceration in the Age of Colorblindness », The New Press, 2011.

3 Voir par exemple le documentaire « The Larry Davis Story » de Troy Reed et les travaux de la commission Knapp à New York. On sait par ailleurs que la CIA a reconnu en 1996 avoir aidé à l'importation de crack aux Etats-Unis dans les ghettos noirs de la côte Ouest afin que les milices d'extrême-droite contras aux Nicaragua puissent se financer (cf. Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair, « Whiteout : The CIA, Drugs and the Press », New York, Verso, 1999).



A Ferguson, un tireur embusqué des forces de répression. DR.

agner les faveurs de la classe ouvrière blanche et diviser les classes populaires, est de faire comprendre sa « place » à la population noire. Depuis la fin de l'esclavage, de nombreuses promesses ont été faites à la population afro-américaine... et bien peu ont été tenues. Des « 40 acres et une mule » promis aux anciens esclaves par le pouvoir issu de la guerre de Sécession à l'égalité juridique qui suivit la fin de la ségrégation, la relégation des Noirs comme citoyens de seconde zone a provoqué une faim d'égalité et une radicalité sans cesse renaissante. L'incarcération de masse a aussi la « vertu » de faire comprendre aux Afro-américains qu'ils resteront toujours dans une position subalterne et que chacune de leurs tentatives de libération sera escamotée par le système. La criminalisation et l'incarcération de masse ont pris d'une certaine façon le relais de l'esclavage et de la ségrégation. Avec des différences évidem-

« criminel ».

Ce système crée sa propre logique : de juteux contrats pour construire de nouvelles prisons privées ; l'exploitation du travail des prisonniers par des firmes industrielles et des centres d'appel, avec des salaires autour de 3 dollars de l'heure alors que le salaire minimum à l'extérieur est de 7,25 dollars ; les agences de sécurité qui ont toute latitude pour saisir tout bien connecté à une affaire de drogue même minime, jetant des familles à la rue uniquement parce qu'un de leurs fils a été arrêté avec un joint. Conséquence moins officielle mais logique : le rôle des policiers dans le trafic de drogue et leur corruption endémique<sup>3</sup>.

#### L'ÈRE OBAMA : UNE AMÉRIQUE SANS PRÉJUGÉS ?

Ce système développé sous Reagan s'est perpétué jusqu'à nos jours, sous des administrations aussi bien démocrates que

## ETATS-UNIS

# Où en est la lutte pour les 15 dollars ?

PAR STAN MILLER

*En 2012, la direction du principal syndicat des services étatsuniens (SEIU, Service Employee International Union) décidait d'organiser une campagne dans l'industrie du fast food, avec deux revendications : un salaire minimum « décent » de 15 dollars de l'heure « tout de suite » (contre 7,25 actuellement) et le droit de former un syndicat dans un secteur très peu syndiqué et très touché par la répression.*

La stratégie adoptée a été d'organiser des journées d'action nationales très visibles où, dans chaque ville, les salariés des fast-foods et leurs soutiens se rassemblent devant un restaurant emblématique et occupent la rue. La couverture médiatique de ces journées d'action a très été importante. Chacune a concerné davantage de villes et de salariés que la précédente : la septième journée, le 4 septembre 2014, a touché 150 villes de 33 Etats et vu des travailleurs du secteur de la santé se joindre aux rassemblements.

Au niveau fédéral, Barack Obama a prétexté qu'il n'avait pas une majorité suffisante au Congrès pour faire passer une telle mesure (de plus, suite aux élections de mi-mandat de novembre, le Congrès est passé aux mains des Républicains) et a vaguement indiqué que dans le futur, les employés fédéraux nouvellement embauchés le seraient à 10,10 dollars de l'heure. Les sondages montrant un fort soutien populaire à la revendication des 15 dollars, les Démocrates ne peuvent s'y opposer frontalement et ont promis à leur électoralat une série de demi-mesures au niveau local : par exemple, 13 dollars de l'heure à New York pour les employés municipaux vivant dans des logements appartenant à la ville.

Pour l'instant, ce mouvement a eut un impact symbolique important malgré la modestie de ses gains concrets : depuis le début de la crise en 2008, c'est le premier mouvement d'envergure nationale qui met en avant l'idée que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise. Les images d'actions de désobéissance civile où les employés de fast-food majoritairement issus des minorités sont arrêtés par la police a suscité dans les médias la comparaison avec le mouvement des droits civiques.

#### DÉBATS STRATÉGIQUES...

Cet enthousiasme ne doit pas cependant

occulter les débats stratégiques que ce mouvement provoque. Si l'intérêt d'un tel mouvement est de développer le niveau de conscience et d'activité d'un secteur professionnel particulièrement précarisé, la question de la place des travailleurs du rang dans le processus décisionnel se pose. Or, le modèle militant de SEIU est particulièrement vertical. Des cohortes de permanents syndicaux sont présents de A à Z, et ce sont eux qui ont opté pour une stratégie principalement symbolique. Les

travailleurs sont occupés, mais les militants arrêtés sont relâchés rapidement (contrairement à ce qui se passe par exemple à Ferguson) et la production n'est pas réellement perturbée. Certes, il est effectivement difficile de faire grève dans des secteurs où la force de travail est aussi peu concentrée. Cependant les entrepôts qui fournissent les restaurants comptent plusieurs milliers de salariés dans un même lieu et sont largement non syndiqués. De plus, les conditions sanitaires des restaurants sont déplorables, et une seule inspection des services de santé alertés par le syndicat suffirait à les faire fermer temporairement. C'est peut-être la stratégie du SEIU à l'approche des élections de mi-mandat de novembre qui a souligné les limites de ce mouvement : toutes les ressources du syndicat ont été tournées vers le fait d'élire des Démocrates, qu'ils soient en faveur de l'augmentation du salaire minimum... ou non !

Sans le choix de la direction bureaucratique de SEIU, la campagne pour 15 dollars de l'heure n'aurait pas eu lieu. Mais ces quinze dernières années, SEIU a utilisé principalement ses ressources non à gagner de nouveaux membres, mais à faire

les campagnes électorales des Démocrates selon la logique du « moindre mal » et à essayer de détruire les syndicats concurrents, notamment dans le secteur de la santé. L'ancien président du syndicat Andy Stern, le plus mouillé dans cette stratégie, a quitté la présidence en 2010, mais il a choisi personnellement sa remplaçante, Mary Kay Henry.

La campagne pour les 15 dollars, renouant avec les campagnes militantes de SEIU dans les années 1980 et 90 pour les em-



DR

ployés de casino à Las Vegas et les femmes de ménage à Los Angeles, souligne la compréhension de la bureaucratie de SEIU de la nécessité de construire le syndicat, mais ne change en rien sa nature. En lançant ces campagnes, SEIU et d'autres syndicats créent un – petit – espace pour l'auto-activité des travailleurs. La mesure dans laquelle ce petit espace pourrait s'élargir et entraîner des fractions plus importantes du monde du travail déterminera les chances d'imposer au gouvernement – démocrate ou républicain – et au patronat les revendications vitales de la classe ouvrière. □



# Vers un « Nouveau parti (pas) socialiste » ?

PAR YANN CÉZARD

*C'est au moment où le Parti socialiste a plus de pouvoir que jamais à tous les étages de l'Etat qu'il est peut-être en passe de connaître l'une des plus graves crises de son histoire. C'est bien entendu l'écart entre le peu qui était attendu de lui par ses électeurs et sa politique, violemment à droite, qui creuse le gouffre sous ses pieds. Jusqu'à l'éclatement et une mue profonde de son identité ?*

## RÉSUMÉ DES ÉPISODES PRÉCÉDENTS

En mars, après la débâcle des municipales, des « frondeurs » se sont rebifés, un « appel des 100 » (députés) a conjuré le gouvernement d'infléchir sa politique, des colloques et des goûters se sont tenus en compagnie de partis comme EELV ou le PCF qui, même critiques vis-à-vis de Valls, n'ont pas renoncé à constituer une combinaison politique avec tout ou partie du PS. Des socialistes « affligés » ont rappelé à Hollande les promesses qu'il n'avait pas vraiment faites et lui ont demandé de faire ou ne serait-ce que dire « quelque chose de gauche ». Puis la fronde semblait faire pschitt, les 100 suppliants devenant 33 abstentionnistes à l'assemblée, sur les votes de la confiance au gouvernement et du pacte de responsabilité. Mais l'été venu, le torchon brûlait à nouveau. Deux ministres importants, Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, trinquaient à la fête de la rose organisée par le second à Frangy, en disant tout le mal qu'ils pensaient de la politique du duo Hollande-Valls. Le geste, bien que mesuré, était d'autant plus frappant qu'il venait de ministres qui avaient avalé toutes les couleuvres de la première moitié du mandat de Hollande, et même soutenu la prise de Matignon par Valls, au risque de perdre tout crédit auprès de leurs « troupes », puisqu'ils étaient censés incarner la gauche du PS. Après coup, Hamon résumait ainsi l'épopée de Frangy : « Non, il ne s'agissait pas de deux ministres qui, enivrés, seraient allés un peu plus loin que prévu. Il s'agit d'un désaccord politique sur la façon d'être au service de ceux qui nous ont élus, et ce désaccord a été suffisamment grave pour que le gouvernement tout entier soit démissionné. »

Or ce sont Valls et Hollande qui ont tranché dans le vif, prenant tout le monde de court. Valls mettait sa dé-

mission sur la table, sur le mode « c'est eux ou moi ». Les ministres dissidents étaient débarqués et le gouvernement épuré pour devenir Valls II, libéral et austéritaire sans complexe. Au ministère de l'économie, le chantre du made in France était remplacé par le banquier d'affaires Macron. Tout un symbole. Et voilà tous les socialistes mis au pied du mur, dans une ambiance de socialisme de caserne.

A l'heure où nous écrivons, personne au PS ne parle de scission. Tous préparent le congrès du parti, programmé pour juin 2015. Mais la paix est armée. D'un côté, Valls n'a reculé devant aucune provocation. Il a poussé son cri du cœur libéral à l'université du Medef, qui l'a ovationné : « J'aime l'entreprise ». Son chien d'attaque, Emmanuel Macron, « sans tabous », s'est lamenté sur les vieilles lunes du non travail le dimanche, des 35 heures, de l'assurance-chômage, du CDI... De l'autre, les frondeurs persistent à fronder. Choix soigneusement pesé, ils se sont abstenus sur les budget de l'Etat et de la sécurité sociale, et ont tiré quelques coups de flingue par-ci par-là, comme Hamon, expliquant que la politique du gouvernement « menace la République » et que « la menace de la République, c'est la préparation pour 2017 d'un immense désastre démocratique (...), non seulement l'arrivée au second tour de la présidentielle de Marine Le Pen sans coup férir, mais en plus la menace que demain, elle dirige le pays ».

Ce à quoi le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a aussitôt répondu : « Il serait cohérent que Benoît Hamon quitte le Parti socialiste. » Enfin et surtout, les frondeurs ont obtenu le soutien de Martine Aubry, qui occupe une place bien plus centrale dans l'appareil socialiste. Certes minoritaire au sommet du PS et à l'assemblée, la

fronde trouve un écho évident parmi de nombreux élus locaux, que la politique de Valls et Hollande met dans une nasse : promis à la débâcle électorale (et du coup, pour certains, au chômage !), ils sont sous la pression de l'austérité budgétaire, dont la nouvelle étape cible à la fois la Sécu et les

Le 1er mai 2010 à Nancy, avant donc « le changement ». Photothèque rouge/Taous.



collectivités. Moins inégale, la bagarre promet d'être plus violente.

## UNE DISSIDENCE FARCESQUE MAIS UNE SITUATION CRITIQUE (ET INVERSEMENT)

Ces frondeurs, incapables de s'opposer de façon claire au gouvernement, qu'ils flinguent le matin, dont ils « souhaitent la réussite » le soir, méritent assez bien le qualificatif de « couteaux sans lames » dont les a affublés Mélen-

chon. N'ont-ils pas déjà avalé bien des couleuvres ? N'ont-ils pas surtout une sainte trouille des catastrophes électorales à venir ? Il est vrai aussi que leur programme n'a rien pour effrayer le capital, et donc rien pour apporter le moindre début de solution pour les classes populaires. Car ils ont bien un programme, dont la cohérence s'est d'ailleurs renforcée, et non pas étio-lée, avec l'entrée de Martine Aubry dans la bataille. Mais dans le sens d'une « dé-radicalisation » !

Dans son entretien au *Journal du Dimanche* du 19 octobre, Martine Aubry, déclarant soutenir les propositions économiques des frondeurs, proposait de « mieux cibler les aides aux en-

treprises sur celles qui sont exposées à la concurrence internationale et sur celles qui investissent et qui embauchent », avec l'objectif de « libérer » 20 milliards d'euros sur les 41 de cadeaux au patronat programmés par le pacte de responsabilité. Cette aile gauche élargie du PS accepte en fait l'aide massive aux entreprises (mais à voilure réduite et ciblée) et la baisse des dépenses publiques (mais ralentie pour desserrer la pression sur les collectivités locales, langage qui doit plaire en

l'imagine aux nombreux dirigeants socialistes de celles-ci). Elle veut « rééquilibrer » la politique de Hollande, 20 milliards pour les patrons (« l'offre »), 20 milliards pour les « ménages » (« la demande »), par des emplois aidés et des baisses d'impôts. A cela s'ajouterait une « grande réforme fiscale », avec « retenue à la source » et « fusion de la CSG avec l'impôt sur le revenu » qui garderait « l'assiette » (plus large) de la CSG et la progressivité de l'impôt sur le revenu. Mais nulle part il n'est question de mesures plus radicales sur les fortunes, sur les dividendes des actionnaires, les revenus de la spéculation immobilière. Ni de remise en cause du plus grand scandale du système fiscal, la prédominance croissante de l'impôt indirect, la TVA, qui pèse davantage sur les classes populaires que sur les possédants. Aubry et les frondeurs font briller le mirage de la « relance » par la consommation. Mais c'est une illusion si par ailleurs le pouvoir du capital sur l'économie et donc le pilotage de celle-ci par le profit ne sont pas contestés. Ce mirage frise même le ridicule car les sommes envisagées sont tellement modestes que leur programme est en fait homéopathique, symbolique... Un affichage quasi-publicitaire.

Nulle nostalgie donc chez les frondeurs et Martine Aubry pour le programme commun des années 1970 ou les premières mesures du gouvernement socialiste de 1981, avant le fameux « tournant de la rigueur ». S'il y a un bon vieux temps qu'ils regrettent, c'est plutôt celui qu'ils appellent de la « synthèse jospinienne ». Cette belle époque, de 1997 à 2002, où Aubry et Strauss-Kahn étaient les ministres vedettes d'un gouvernement qui privatisa plus que Juppé et Balladur réunis et développa l'emploi précaire, et qui en fut récompensé par les classes populaires reconnaissantes par une brillante élimination du candidat Jospin dès le premier tour de l'élection présidentielle. Ils réclament finalement moins une rupture politique qu'un plus « juste » partage des efforts de l'austérité.

Et pourtant... Si ni Aubry ni Hamon ni les députés frondeurs ne se sont subitement mués en enrégés de la révolu-

tion sociale, ni même en réformistes antilibéraux, Hollande et Valls se sont, eux, radicalisés. Leur nouvelle obsession, que refusent d'accompagner leurs opposants socialistes, c'est une politique à tombeau ouvert de violentes réformes libérales, directement liée à l'évolution de la crise économique. Ce n'est en effet pas un hasard si la crise interne du PS s'est brusquement accélérée cet été.

## « ABANDONNE TOUT ESPOIR TOI QUI ENTRE ICI... »

C'est ce que Dante a lu sur la porte de l'enfer. C'est ce qu'ont entendu nos gouvernants socialistes en août, lors d'une réunion interministérielle tenue dans la plus grande discrétion. Michel Sapin y expliqua, implacablement, qu'il n'y avait plus d'espoir de reprise à moyen terme. Fini les chimères sur l'inversion de la courbe du chômage toujours reportée, la promesse du réconfort après l'effort, d'une deuxième partie de mandat qui redistribuerait les fruits des deux premières années d'austérité. Ni croissance ni même rééquilibrage des comptes publics, le prétexte de toute la politique d'austérité ! A l'horizon une seule politique, la même, toujours plus dure, épicée des réformes de structure réclamées par le Medef et la bourgeoisie de toute l'Europe : déréglementation sociale et écologique, mise au bûcher du code du travail voire du CDI, réforme de l'assurance chômage, baisse des salaires via le dégonflement de l'Etat providence. Des patates, des patates et encore des patates ! Hollande et Valls allaient accélérer ? Les trop tendres agneaux de la « gauche » du PS sont restés collés au plancher, dépassés, incapables d'assumer. Alors exit les âmes sensibles et les ministres récalcitrants. Là est le point de rupture. D'où le fossé grandissant qui se creuse au sein du PS, malgré les efforts rhétoriques de « synthèse » qu'essaieront de faire (ou pas) les divers courants, malgré les chantages aux postes et prébendes qui ont déjà commencé, malgré même le fait que dans le fond, il n'est jamais inutile de le rappeler, la plupart des protagonistes partagent une vision du



monde qui est celle du capital et des classes possédantes. Sans oublier que dans ces affaires là, tout le monde peut se laisser entraîner, sans le vouloir, dans une spirale infernale auto-destructrice.

#### VERS UN NOUVEAU PARTI ?

D'où une interrogation sur l'avenir du PS lui-même. Là encore, celui qui rompt le statu quo et se radicalise, c'est Valls, à l'offensive dans le *Nouvel Obs* du 23 octobre : « Il faut en finir avec la gauche passiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses. La seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus. » Exactement la posture de Tony Blair amenant son parti à troquer le langage de la lutte de classe contre celui de l'individualisme libéral « progressiste ». Et de rajouter, provocateur : « Notre impératif, c'est le rassemblement. En 2012, nous avons commis l'erreur de ne pas tendre la main à François Bayrou. (...) Il faut réfléchir entre toutes les forces progressistes à construire une maison commune, peut-être demain une formation politique commune. (...) La question du nom [du PS] peut parfaitement se poser. » Lors du conseil national du PS de juin 2014, il rêvait déjà d'une « force moderne, attractive et conquérante » renonçant aux « alliances improbables » (avec EELV et le Front de gauche ?) et aux « vieilles théories du passé », concluant sur le fameux : « la gauche peut mourir, donc elle doit se dépasser » !

Quelle mouche le pique donc ? Mais c'est qu'on peut effectivement, nous comme lui, être las de l'éternelle hypocrisie consubstantielle du PS. Sans remonter à ses grandes trahisons, 1914 et l'union sacrée pour la guerre, 1936 et la grève générale dévoyée, 1956 et la guerre d'Algérie, à des époques où ce parti était bien différent de ce qu'il est devenu aujourd'hui, plus personne n'attend aujourd'hui du PS qu'il fasse une politique proprement « de gauche », qu'il soit fidèle au pouvoir aux discours qu'il tient dans l'opposition. 1981, 1988, 1997, 2012, l'histoire se répète. Il est vrai que si le discours est de moins en moins de gauche, la politique est de plus en plus de droite.

Alors l'écart demeure toujours béant, avec toujours les mêmes colères populaires en boomerang...

Pour un parti qui est en réalité tout aussi fidèle aux intérêts capitalistes que la droite, mais qui doit ses succès électoraux à ses menues promesses d'être plus doux pour les classes populaires, voire de faire régner la « justice sociale », cela finit toujours par embarrasser, ce grand écart. Pas seulement parce qu'inévitablement la « gauche n'arrive pas à être durable » (au pouvoir) comme disait Hollande en 2012, et qu'elle subit à chaque fois une

de décevoir. C'est l'assassin qui vous le dit !

Alors pourquoi pas, en effet, ne pas assumer vraiment qu'on est l'autre parti de la bourgeoisie et de l'ordre établi ? Pourquoi ne pas gagner en cohérence, non en s'attaquant à la finance quand on est au pouvoir, mais en cessant de dire « le monde de la finance est mon adversaire » quand on est dans l'opposition ? C'est le chemin proposé jadis par Rocard, et maintenant par Hollande obscurément et Valls ouvertement (avec une touche spécialement crapuleuse pour ce-

Novembre 2008 à Reims, déjà un congrès de crise. Photothèque rouge/JMB.



magistrale baffe électorale dès qu'elle touche aux manettes gouvernementales. Mais aussi parce qu'un appareil politique au pouvoir à tous les échelons de l'Etat n'est pas aussi fiable et docile qu'il le devrait pour mener une politique libérale, si ses dirigeants et notables gardent l'habitude de se faire élire en promettant de « raser gratis », ou du moins en assurant qu'ils ne feront pas de mal, eux, aux pauvres, aux chômeurs, aux fonctionnaires, aux ouvriers.

La bourgeoisie le sait bien, elle qui malgré tous les loyaux services socialistes, a toujours préféré la droite. La question d'une grande mutation se pose à nouveau, enfin, parce que de déception en colère, la base sociale du vieux parti socialiste se dérobe, et les socialistes se rendent toujours plus ridicules et odieux à la fois. Parce que finalement, « la gauche peut mourir », comme l'a dit lui-même Valls, à force

lui-ci, puisqu'il se veut libéral sans compensation « sociale » ni même « sociétale » : il est libéral-autoritaire. C'est ce chemin de la « modernisation » qu'ont suivi, pas toujours en changeant de nom, le parti social-démocrate allemand schroëderisé, le PC italien transformé en incolore Parti démocrate, le New Labour de Blair. Autant d'exemples qu'a en tête Manuel Valls. Non pas de bouleversements identitaires en termes de programme et de pratique, car le PS gouvernemental est depuis longtemps aussi bourgeois qu'il peut l'être, mais de changement spectaculaire d'emballage, de rhétorique, de références. Une mutation qui contribuerait aussi à faire ressembler le jeu politique français au bipartisme américain. Mais de toute évidence ce « rêve américain » du Medef et de Matignon est bien mal parti pour se réaliser ! □

# CGT, donner du sens à la crise

PAR ROBERT PELLETIER

*La révélation par Le Canard Enchaîné de l'attribution, à 2000 euros de loyer et des travaux d'aménagement pour 120 000 euros, d'un appartement de fonction à Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, a déclenché une campagne médiatique contre la CGT et, à l'intérieur de la confédération, un débat houleux et susceptible de rebondissements.*

**M**algré les tentatives de déminage à travers les déclarations du bureau confédéral et l'ouverture forcée d'un débat lors du comité national confédéral du 4 novembre 2014, le débat se poursuit dans les instances de la CGT pendant que les militants tentent de faire face aux questions et critiques des salariés, aux attaques d'autres syndicats et aux sarcasme des patrons. Au-delà du mélange de colère et d'indignation qu'elle a suscité, cette affaire soulève plusieurs questions.

#### UN PHÉNOMÈNE BIEN CONNU

Le concept même de bureaucratie, et notamment celle du mouvement ouvrier, a été largement étudié, dénoncé dès la naissance des organisations créées pour représenter la classe ouvrière. Robert Michels<sup>1</sup>, Rosa Luxembour<sup>2</sup>, Lénine<sup>3</sup> ont chacun dans leur contexte mis en évidence à la fois l'inévitable tendance à la bureaucratiation, ses bases matérielles et ses conséquences politiques.

Les éléments centraux qui se dégagent de ces analyses sont l'adaptation des syndicats à la gestion du système jusqu'à l'extrême (guerres mondiales, colonialisme), l'absence d'une démocratie interne capable de faire obstacle aux dérives politiques, la prise de distance personnelle des dirigeants avec leurs mandants.

Au fil des décennies, la question a été mise à jour par Gramsci<sup>4</sup> et Trotsky<sup>5</sup>, cadrant les conditions et surtout les formes précises et actualisées du développement de la bureaucratie. Il s'agit donc moins de confirmer nos analyses sur la bureaucratiation du mouvement ouvrier que d'en actualiser les formes pour être en capacité d'apporter des réponses concrètes, notamment aux camarades investis dans le militantisme syndical.

#### DES FORMES CONCRÈTES QUI ÉVOLUENT

Pour en rester à la France, la situation a profondément évolué au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Avec d'abord, la scission de la CGT ayant donné naissance à Force ouvrière, organisée en 1947 avec l'aide à l'époque de la CIA, puis avec le développement de la CFTC devenant CFDT.

Une réflexion sur le mouvement syndical français ne saurait se réduire aux seuls appareils syndicaux mais doit prendre en compte leurs multiples appendices souvent pourvoyeurs de moyens matériels et humains : les réseaux assuranciers et mutualistes auxquels ils sont liés, l'ensemble des institutions représentatives, depuis les délégués du personnel jusqu'aux comités de groupes européens voir mondiaux, en passant par les conseils d'administrations, de surveillance (notamment dans les secteurs industriel et bancaire public ou ex-nationalisé), les commissions paritaires, etc. De même doit-on considérer les systèmes et organismes de formation professionnelle et prud'homaux, les cabinets d'expertise économique et/ou de conditions de travail, ainsi que les financements directs assurés par certains employeurs.

Il faut y ajouter tout le système de « dialogue social », depuis les commissions paritaires départementales ou régionales jusqu'au firmament du Conseil économique, social et environnemental (CESE). On est face à une constellation aux multiples ramifications, dont il est difficile de faire l'inventaire et dans laquelle les conditions de travail des salariés de certaines institutions n'ont rien à envier (ou plutôt à déplorer) au privé ou au public « classique ».

La fin du monopole de la CGT a impo-

sé un partage des prérogatives. Ainsi, lors de sa création, Force ouvrière a conservé des positions importantes dans la fonction publique. La FEN puis la FSU ont monopolisé la représentation du personnel et la gestion des organisations associées (MAIF, CAMIF, MGEN, etc.) dans l'Éducation nationale. Le développement de la CFTC et surtout de la CFDT a également conduit à une redistribution des cartes. La bataille dite d'idées lors des mobilisations de 1995 était en partie une réfraction de cette lutte pour la gestion de l'UNEDIC et plus généralement la reconnaissance par l'appareil d'Etat.

Pour la CGT, l'obligation de partage des moyens et de la sphère d'influence a suscité depuis longtemps des débats et mini-crisis internes, tournant autour des questions de radicalité et de rapport au PCF. Le soutien à peine critique apporté aux gouvernements de gauche à partir de 1981 puis la chute du Mur de Berlin ont précipité les débats internes sur fond de démoralisation, d'affaiblissement, de prise de distances par rapport au PCF et à la politique en général. Cette prise de distanciation a libéré à son tour des forces centrifuges tant sur le au plan organisationnel que politique. C'est dans ce contexte que l'on doit analyser les événements actuels dans la CGT.

#### A LA RECHERCHE D'UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le projet de réorganisation de la CGT mis en route depuis 2006 visait, dans la foulée de la mise en place de Cogitise (le système informatique de gestion des cotisations), une centralisation, à l'image de celle de la CFDT,



limitant les possibilités de critiques : suppression des unions locales, regroupement de fédérations, autant de pistes qui continuent à susciter de fortes oppositions et font que le projet reste à l'état de projet.

Cette volonté de réorganisation reste un enjeu essentiel des batailles qui se mènent au sein de l'appareil et se sont cristallisées autour de l'élection du successeur de Bernard Thibault. Les candidats pressentis avant Thierry Lepaon (Aubin, Prigent, Naton) avaient la réputation de porter une vision interventionniste de la confédération. La cristallisation du débat sur des personnes ne doit pas laisser croire à l'absence de fond politique dans une bataille qui, auparavant, se réglait au sein du bureau politique du PCF, laissant peu de place aux bavures. Affaibli, divisé, fracturé, le PCF est aujourd'hui incapable d'imposer à la CGT des orientations et des dirigeants. Les experts dont s'entourent la direction confédérale sont plus polarisés par le PS et, de ce fait, en opposition avec les directions des fédérations plus « traditionnelles » (bâtiment, chimie, agroalimentaire...) et/ou de celles développant une critique par rapport au dialogue social.

Ainsi, la position de Lepaon a été d'entrée fragilisée par les soubresauts de sa désignation et par des rumeurs plus ou moins organisées. Les salariées de Moulinex, entreprise dont il était l'animateur du syndicat CGT, étaient partagées sur son action dans la lutte contre la fermeture de l'usine. Sa participation à un cercle confidentiel de dialogue avec le patronat, le club Quadrilatère, voire ses liens plus improbables avec les cercles francs-maçons, faisaient jauger en interne.

Son activité au sein du CESE donne une idée de ses positionnements. En juin 2012, lors de la présentation, en grande partie par Lepaon, à cet organisme de l'« ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs », le représentant de la CGT déclarait : « le projet d'avis conjugue enjeux sociaux, économiques et environnementaux et a été construit en tenant compte de riches échanges. C'est pourquoi la CGT votera le texte (...)

Comme le dit le projet d'avis, si l'on veut que l'expérimentation d'une ouverture à la concurrence soit réussie, il convient de faire en sorte que l'opérateur historique et ses salariés s'y reconnaissent (...) Il conviendra de laisser aux régions volontaires (...) le soin de définir le rythme et l'étendue de l'ouverture à la concurrence. » Pas étonnant que l'on ait perçu plus que des réticences de la part de la confédération, voire de la fédération cheminote à participer à la mobilisation de juin 2014.

Les positionnements politiques de celui qui est devenu dans l'intervalle secrétaire général allaient faire monter les contestations dans la confédération. Selon *Les Echos*, en février 2014, « il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés (...) et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté. Sur ce plan, il est évident que le pragmatisme syndical s'impose ». En juillet 2014, cela a été une rencontre controversée avec le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et une déclaration plus qu'ambiguë au moment des bombardements sur Gaza : « nous avons condamné et continuerons de condamner le déferlement de feu qui s'abat sur Gaza, réaffirmant notre totale opposition à toutes formes de violence, d'où qu'elles viennent. »

#### UNE CRISE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

C'est dans ce contexte que viennent s'insérer les révélations du *Canard Enchaîné*. Ce sont moins les sommes dénoncées (très en-deçà des scandales financiers impliquant responsables politiques de droite et de gauche) qui suscitent l'indignation, que l'état d'esprit qu'elles révèlent et les justifications et réflexions qu'elles ont inspirées. Dans des propos ni démentis, ni condamnés à ce jour, le trésorier confédéral a pu déclarer : « on n'a pas osé le loger à Clichy ou à Aubervilliers ». Michel Etievent (historien, spécialiste d'Ambroise Croizat) écrit sur son blog : « que le camarade Le Paon soit logé décevant (même si le devis pourrait être moins salé, quoique !) ne me gêne en rien. Pourquoi un dirigeant ou un simple militant devraient être logés dans un gourbi ? » Quant aux explications embarrassées de Lepaon lui-même, elles

sont affligeantes : « cet appartement-là correspondait aux critères recherchés : la proximité de la confédération, la discrétion, le calme et la sécurité, mais également un certain degré d'urgence ».

Ainsi la discrétion, le calme et la sécurité, si indispensables à un respon-



sable syndical, ne pourraient être assurés que dans les beaux quartiers de Vincennes, loin de la « jungle » d'une banlieue stigmatisée par les médias ? Un ensemble de propos qui montre la distance que peuvent prendre des dirigeants syndicaux avec les préoccupations des salariés, des chômeurs, des jeunes qui galèrent et sont bien contents d'obtenir un appartement en HLM à Montreuil (comme c'est le cas de nombreux permanents provinciaux qui militent au siège de la CGT). Mais plus troublante encore fut la faible durée de la campagne des médias, que l'on ne peut s'empêcher de mettre en relation avec les impro-

posables soutiens reçus par le secrétaire général de la CGT. Passons rapidement sur l'erreur de perspective de Gérard Filoche déclarant : « il y des éléments sectaires, néostalinien au sein de la centrale qui ne supportent pas l'unité que cherche à faire Lepaon ». Plus significatives sont les craintes

exprimées par le député Lellouche (UMP) : « comme le pays va mal, que nous sommes en train de vivre une déprime collective (...) la chasse aux élites commence. Il y a les politiques, maintenant les syndicalistes, demain les journalistes, etc. Je ne suis pas sûr que cela contribue à la sérénité dans le pays. Moi, ce qui m'importe plus dans le dialogue social français, c'est que notre pays est malheureusement sous-syndicalisé (...) Si nous avons de vrais syndicats qui représentent vraiment l'ensemble des travailleurs, on aurait un dialogue social qui serait quand même beaucoup plus simple et des mesures économiques qui seraient adoptées par les partenaires sociaux. »

Une autre question est soulevée par l'origine de la fuite. S'il ne faut pas exclure que la boule puante ait pu être lancée par des ennemis avérés de la CGT, le sentiment dominant est qu'elle vient de l'intérieur. L'absence de démocratie dans la CGT conduit à ce que les divergences s'expriment par des contorsions, des manœuvres, voire des coups bas. Les attaques régulières contre Lepaon en fournissent quelques exemples.

C'est un problème sur lequel il faudra bien que les débats s'ouvrent. Sous deux aspects. D'abord, l'expression des divergences bien normales dans une organisation de plusieurs centaines de milliers d'adhérents : l'organisation d'une libre expression régulière, la possibilité de présenter des orientations différentes au mo-

ment des congrès, le respect de la démocratie dans toutes les instances élues ; et celui du fonctionnement, posant les questions de la rémunération et de la rotation des permanents, ainsi que de leur lien avec leur entreprise et leur poste de travail.

#### LA QUESTION ESSENTIELLE

Mais la question essentielle est celle de l'orientation confédérale. La prise de distance avec le PCF s'est faite en même temps qu'une rupture avec toute référence politique, identifiée à longueur de sondages comme la cause principale de la non reconnaissance de la CGT par une large partie des salariés. Mais selon le célèbre adage « la politique a horreur du vide », c'est l'acceptation du cadre du système capitaliste qui, de fait, prévaut. Avec, en tout premier lieu, l'acceptation du dialogue social.

Au moment même où *Le Canard Enchaîné* « sortait » l'affaire, la commission exécutive confédérale approuvait un texte de plusieurs pages sur le dialogue social. Son introduction donne le ton, en déplorant le fait que « l'ouverture d'une réelle négociation n'est pas assurée ». Dans la logique du dialogue social, il s'agit évidemment d'une négociation à froid dans laquelle le donnant-donnant se transforme en perdant-perdant pour les salariés, dans un contexte où le gouvernement est complètement aux cotés du patronat. Sur le fond, la défense des institutions représentatives du personnel (IRP) est présentée comme celle du droit à la représentation, à l'information, à la consultation des salariés et non celle d'outils de combat contre le patronat. En guise de conclusion, la formule « contester, proposer, peser sur le rapport de forces pour obtenir un niveau de compromis traduisant des avancées pour les salariés » résume la feuille de route d'un syndicalisme guère différent de celui mis en œuvre par la CFDT et d'autres syndicats que l'on peut qualifier gentiment d'accompagnement

#### (RE)CONSTRUIRE LE SYNDICALISME

Pour beaucoup de salariés, la tendance lourde en ce qui concerne les appareils, les dirigeants est à l'amalgame sur le thème « tous les mêmes ». Les élections de début décembre dans la fonction publique risquent fort de refléter ce sentiment, avec un

développement de l'abstention dans un scrutin qui apparaît comme national. Car, a contrario, la confiance envers les militants « de terrain » semble peu affectée par ce genre d'affaire. Dans le même temps, nombre de militants, de responsables de structures intermédiaires ne se reconnaissent plus dans ce syndicalisme. Pour elles et eux, militer à la CGT c'est d'abord s'affronter au quotidien, ici au patron, là à la politique gouvernementale, lutter pour la défense des droits, des conditions de vie et de travail des salariés.

Une des difficultés réside dans le fait que la confiance des salariés se traduit souvent par une délégation de pouvoir qui affaiblit les possibilités d'action. L'absence de repères mais aussi la perte de pratiques militantes, le tout lié aux reculs sociaux enregistrés depuis des années, imposent de reprendre beaucoup de questions à leur point de départ. Par des formations sur le fond, sur les repères de classe, qui partent du niveau de conscience et de l'emprise de l'idéologie dominante sur des questions bien plus larges que le syndicalisme au quotidien ; par des formations pratiques pour la rédaction de tracts, les prises de paroles devant les salariés, face aux petits chefs et aux patrons. Une tâche, des tâches d'autant plus lourdes qu'elles viennent s'ajouter à la construction des ripostes quotidiennes, à la présence dans les IRP et aux multiples négociations « obligatoires ».

Mais il n'y a pas de raccourci. Reconstruire le mouvement ouvrier ne saurait se réduire à attendre les luttes, le grand soir. Les résistances face aux attaques, aux reculs, ne renverseront pas le rapport de forces sans la construction d'outils dont les syndicats font partie. □

1 « Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties », 1914. Republié en 2009 par les éditions de l'Université de Bruxelles.  
2 « Grève de masse, partis et syndicats », 1906, [https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr\\_p\\_s/ greve.htm](https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/ greve.htm)  
3 Notamment dans « Que faire ? », 1902, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200.htm>  
4 « Syndicats et conseils », 1919, [https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1919/10/gramsci\\_19191011.htm](https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1919/10/gramsci_19191011.htm)  
5 « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », 1940, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1940/08/194008000.html>



# Les centres de santé : d'un modèle à un autre ?

PAR FRED ALBI

*De réformes en plans d'austérité, la santé est l'objet d'une offensive depuis de nombreuses années. On connaît le problème des dépassements d'honoraires dans la médecine de ville ou celui des franchises en tout genre. Les inégalités d'accès à la santé ne sont pas seulement géographiques. Elles sont aussi sociales.*

**A** lors qu'au début des années 2000, la signature de l'accord national entre la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) et les gestionnaires des centres de santé semblait marquer une reconnaissance de la particularité et de l'utilité de ces structures par l'Etat et l'assurance maladie, celles-ci subissent la vague de libéralisme économique qui déferle sur le secteur de la santé. Cela entraîne une modification de leur fonctionnement, de leurs objectifs, ainsi qu'une évolution du type de médecine pratiquée en leur sein.

## DESSINE-MOI UN CENTRE DE SANTÉ

Si l'on se réfère aux différents textes qui les régissent, Les centres de santé sont des structures sanitaires de proximité dispensant principalement des soins de premier recours. Ils assurent des activités de soins sans hébergement. Ils mènent des actions de santé publique, de prévention, d'éducation pour la santé, d'éducation thérapeutique des patients et des actions sociales. Ils pratiquent obligatoirement le tiers-payant et contribuent à la réduction des inégalités d'accès aux soins et à la santé.

Historiquement, des municipalités, des structures mutualistes, associatives, ont développé des centres de santé pour répondre aux besoins des populations et aux attentes des professionnels de santé à travers un autre mode de distribution des soins, garantissant un égal accès aux soins pour tous, dans le respect des tarifs de la sécurité sociale.

On voit bien ce qui différencie les 1800 centres de santé qu'on compte actuellement en France du secteur libéral : avec leurs missions d'accessibilité et d'accompagnement social d'une part, celles de prévention et de santé publique d'autre part, ils s'inscrivent en alternative à la pratique libérale. Or le financement de ces missions n'est pas pris en compte dans les honoraires des actes médicaux, dont la valeur est la même qu'en ville. Leur coût est financé par les seuls gestionnaires des centres. Il en est de même pour le temps de coordination médicale interdisciplinaire autour du

patient et le temps d'animation des équipes.

## BUSINESS PLAN ?

Parallèlement, les contraintes économiques se sont accentuées, les budgets des municipalités sont devenus de plus en plus serrés, remettant en cause les subventions d'équilibre des centres. La transposition de directives européennes datant de 1993 a entraîné une séparation, au sein des mutuelles, des budgets dédiés aux prestations qu'elles servent et de ceux réservés à leurs œuvres sociales, dont les centres de santé. Les excédents de cotisation des adhérents ne peuvent plus servir à équilibrer les budgets de fonctionnement de ces œuvres qui doivent se rapprocher au plus près d'un équilibre entre leurs dépenses et leurs recettes, c'est-à-dire les actes médicaux produits.

A la demande des gestionnaires, des cabinets de consultants sont alors entrés en scène et ont promu un nouveau modèle économique, y compris en prodiguant leurs conseils à certaines Agences régionales de santé (ARS), celle d'Île-de-France par exemple, et à la Mutualité. Ce modèle détermine quelles sont les spécialités médicales les plus lucratives et établit des « ratios » entre les différentes disciplines, permettant d'aboutir à l'équilibre financier des structures. Il indique les coûts du passage d'un patient dans ces spécialités et surtout les recettes qu'il peut générer. Les professionnels de santé doivent être formés à utiliser « au mieux » la nomenclature des actes médicaux, et être rémunérés à l'activité et non plus à la fonction ou à la vacation. Il va ainsi instituer des méthodes de management qui n'ont rien à voir avec une médecine d'équipe mais mènent plutôt à une gestion « entrepreneuriale » de la médecine.

C'est ainsi que des centres, mutualistes notamment, vont voir disparaître un grand nombre de spécialités de leur offre de soins pour ne garder que des cabinets dentaires, d'ophtalmologie ou de médecine générale. Pour les patients, cela signifie des mois d'attente pour un rendez-vous dans un centre de santé qui a conservé des consul-

tations dans des spécialités jugées peu rentables ou bien à l'hôpital, sinon, direction un cabinet libéral et le secteur II, avec des dépassements d'honoraires.

## MAIS QUE FAIT L'ETAT PENDANT CE TEMPS-LÀ ?

Le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) de juillet 2013 met en valeur l'apport des centres de santé et pose le problème du financement de leurs missions spécifiques. Il propose vingt recommandations dans ce sens. Mais en échange de l'aide qui pourrait être apportée aux centres de santé en difficulté, il demande des contreparties importantes. Il voudrait que ces structures soient des « entités économiques à l'équilibre », et faire disparaître les barrières juridiques entre les centres de santé et les maisons médicales pluri-professionnelles, alors que celles-ci sont des regroupements de praticiens libéraux (qui reçoivent des aides afin de « repeupler les déserts médicaux »). Il prône aussi la mise sous tutelle par les ARS des centres de santé en difficulté financière... et les met donc à la merci de celles-ci quant à leur existence. Une vague de fond pousse tout le secteur de la santé vers le marché.

La loi du 27 janvier 2014, sur les réseaux de soins, a pour objet « de permettre aux mutuelles de jouer pleinement leur rôle de régulateur du secteur en leur donnant la possibilité d'être des acteurs de la négociation entre l'offre et la demande de soins ». Elle incite les adhérents de mutuelles à consulter des professionnels de santé ayant passé des conventions tarifaires avec ces organismes. La future loi de santé, elle, donne une place prédominante au secteur privé sur le secteur public.

Dans cette loi, le terme de service public de santé disparaît d'ailleurs au profit de celui de service au public. Cette évolution vers une santé répondant à un modèle économique dominé par le marché et la rentabilité est lourde de conséquences dans les centres de santé : les praticiens ne sont plus que des « producteurs », pas de santé mais d'actes techniques médicaux générant des rentrées financières et qui ne trouvent leur



Dans le rassemblement du 23 septembre 2014 devant le ministère de la santé, à Paris. Photothèque rouge/JMB.

justification que dans le patient malade et non dans la préservation du bien-être de l'individu et de la collectivité.

La médecine d'équipe tend à disparaître car les temps de réunion et de concertation sont considérés comme improductifs. Une médecine rémunérée à l'activité prend sa place, avec les mêmes caractéristiques que dans le secteur libéral.

## ET QUE FAIT LA SÉCU ?

Elle est soumise à de fortes contraintes budgétaires et à de fortes pressions idéologiques. L'idée d'une protection sociale basée sur une partie du salaire socialisé des travailleurs et dont ils seraient cogestionnaires, via leurs représentants élus dans les conseils d'administration des caisses d'assurance maladie, est loin de plaire à tout le monde ! En effet, ce système soustrait au marché une part non négligeable de l'activité économique liée à notre santé. La diminution de la part de la sécurité sociale (l'assurance maladie obligatoire) au profit des « mutuelles », liées de plus en plus aux banques et aux assureurs (l'assurance complémentaire), transfère progressivement au secteur privé et à la concurrence le remboursement et la prise en charge des frais de santé, avec tout ce que

cela entraîne sur l'organisation des soins et leurs tarifs.

Un effet pervers apparaît : les tarifs pratiqués par les établissements et les professionnels de santé s'éloignent des coûts réels des actes et tendent à s'aligner sur les remboursements des assurances complémentaires. Ils sont ainsi de plus en plus dépendants des lois du marché et de la concurrence. Le secteur dentaire en est une illustration flagrante. En effet, pour attirer les adhérents potentiels, les assurances complémentaires (le terme « mutuelles » est devenu impropre !) proposent des prestations qui couvrent une part de plus en plus importante de ce qui reste à la charge des patients. Les dentistes et les établissements adaptent leur tarification à cette couverture complémentaire, tout en faisant en sorte que la part non remboursée aux patients reste limitée.

Dans ce système inflationniste, le perdant est toujours le patient ou l'adhérent, parfois la qualité des soins, parfois aussi le professionnel de santé pris sous les feux des gestionnaires de tous bords. On est loin du juste soin au juste coût et d'une médecine adaptée aux besoins des populations.

Certaines municipalités, institutions mu-

tualistes, comités d'entreprise, associations ont à l'inverse créé des centres de santé en développant une autre approche de la médecine, avec pour objectif d'en faire des outils permettant une approche globale de la santé de toute une population et pas seulement des patients qui les fréquentent. Ce type de centre de santé doit permettre l'exercice d'une véritable médecine d'équipe, coordonnée, et bien sûr accessible à toutes et à tous. Une telle démarche suppose des actions permettant d'évaluer l'état de santé et les risques sanitaires auxquels est exposée l'ensemble de cette population : son environnement, ses conditions de travail, de logement, etc. Cela permettrait de développer la prévention de ces risques, de mieux penser les soins et de mieux évaluer leurs effets sur l'ensemble de la population.

Vaste programme, qui ne fait que très peu l'objet de financements pérennes de la part des institutions, l'assurance maladie et le ministère de la santé, en charge de notre santé. Le système de santé actuel, qui privilégie la production et la distribution de soins associées à la recherche d'un équilibre financier et non la préservation de la santé, a dévoyé ce modèle de centre de santé. Triste destinée... □



PROJET DE « LOI DE SANTÉ »

# Quand étatisation rime avec privatisation

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

*La logique austéritaire et de privatisation se poursuit dans la santé. Le fait que les secteurs les plus réactionnaires, adeptes du « toujours plus », s'opposent au nouveau projet de loi gouvernemental ne rend pas celui-ci le moins du monde progressiste.*

« A l'heure où la France a plus que jamais besoin d'entreprises de santé performantes au service du public, ce projet de loi porté par un logiciel idéologique dépassé, nous ramène 40 ans en arrière en faisant de l'hôpital public – dont on sait qu'il est bien malade – le pivot du système de soins français. » Par la voix de son président, Lamine Gharbi, la Fédération de l'hospitalisation privée<sup>1</sup> lève l'étendard de la révolte patronale contre le projet de loi dit « de santé », présenté le 8 septembre 2014 par Marisol Touraine. Pas en reste dans la surenchère, Roger Rua, président du SML (Syndicat des médecins libéraux) se lâche : « Cette loi est faite pour détruire l'exercice libéral. C'est plus qu'une étatisation, c'est une bolchevisation » !

Une convergence de forces réactionnaires, patrons de cliniques, syndicats de médecins libéraux, pharmaciens, se prépare contre ce projet de loi qui sera présenté au parlement début 2015. Ils annoncent leur volonté de mobiliser « leurs patients ». Les réactionnaires de tout poil se joindront à eux pour combattre les quelques mesures positives préconisées par le texte (tout spécialement ce qu'ils appellent les « salles de shoot »). Ce cocktail pas très ragoûtant de « pigeons » et de « manif pour tous » sera bien sûr soutenu par la droite et l'extrême droite.

L'image d'un gouvernement « de gauche » se battant pour une réforme « progressiste » du système de santé est ainsi confortée. Pourtant, dans la réalité, la loi Touraine accélère et organise, en prétendant l'encadrer, la privatisation du système de santé. Elle se situe dans la continuité de la loi Bachelot/Sarkozy de 2009 que

Hollande s'est refusé à abroger. Elle est au service du pacte de responsabilité, avec ses 10 milliards d'euros de restrictions de crédits sur la santé. Mais pourquoi alors cette offensive réactionnaire contre elle ?

## UNE LOI DE « SANTÉ PUBLIQUE », VRAIMENT ?

Cette loi prétend définir une politique nationale englobant prévention, organisation des soins, accès aux soins, participation des usagers, et mettre fin au « cloisonnement » des acteurs du système de santé. Mais les choses se gâtent quand il s'agit de passer des principes à la réalité. Il ne reste plus de la « grande politique de santé » annoncée que quelques mesures limitées, et surtout l'accompagnement par l'Etat de la privatisation du système de soins. Le projet de loi insiste, avec raison, sur l'importance des « déterminants de santé » dans l'état sanitaire de la population et les inégalités de santé. Ce terme désigne toutes les conditions sociales et environnementales agissant sur la santé : conditions de travail, organisation du travail, licenciements et chômage, conditions de vie et de logement, risques environnementaux, alimentation.... Mais agir sur ces « déterminants » supposerait de s'attaquer aux intérêts privés pour lesquels la santé des travailleurs et de la population est un « surcoût » inacceptable ou une perte de débouchés lucratifs. Comment un gouvernement qui proclame chaque jour son amour de « l'entreprise », organise la « baisse du coût du travail » et veut supprimer sous couvert de « simplification » les « rigidités » que sont les normes sociales et envi-

ronnementales, le pourrait-il ?

La montagne accouche d'une souris : amélioration de l'éducation sanitaire, contraception d'urgence dans les établissements scolaires, ou ex-

Le 12 septembre 2013 à Paris : « non à la fermeture de l'Hôtel Dieu ». Photothèque rouge/JMB.



périmentation des « salles de consommation supervisées » permettant de réduire les risques pour les consommateurs de drogues. Mesures qui malgré leurs limites doivent être soutenues contre la droite... mais aussi contre le gouvernement lui-même, toujours prêt à reculer face aux exigences patronales ou réactionnaires. Il faut également soutenir, contre la scandaleuse campagne des principaux syndicats de médecins libéraux, la généralisation du « tiers payant »<sup>2</sup> annoncée dans le texte, l'avance du prix de la consultation médicale restant un obstacle

important à l'accès aux soins.

## DANS LES PAS DE LA LOI BACHELOT

Tout cela ne saurait cacher l'essentiel : la loi Touraine crée avant tout de nouveaux instruments pour accélérer les restructurations hospitalières et réduire la place de l'hôpital public. Le gouvernement semble certes, dans les mots, donner satisfaction aux défenseurs du service public. Le texte rétablit la distinction abolie par Bachelot/Sarkozy entre « service public hospitalier » et établissements privés... mais pour aussitôt l'annuler dans les faits : « Le service public hospitalier peut également être assuré par les établissements de santé privés dès lors qu'ils exercent l'ensemble de leur activité dans les conditions énoncées à l'article L. 6112-2 ».

C'est que les choix de Hollande, austérité oblige, sont les mêmes que

vant recourir au système de santé ». Personne ne contestera la nécessité de coordonner l'intervention de l'ensemble des professionnels, dans l'intérêt du patient, d'autant plus dans le cas des pathologies chroniques et des soins aux personnes âgées, qui nécessitent une continuité et un suivi dans la durée. Mais le morcellement du soin entre de multiples acteurs publics et privés a été instauré par la division historique entre hôpital public et médecine de ville confiée essentiellement aux praticiens libéraux. Il est aujourd'hui dramatiquement aggravé par la réduction du financement de l'hôpital public qui remet en cause la place de celui-ci comme pivot du dispositif de soins (comme en témoignent les fermetures d'hôpitaux et de maternités de proximité).

Le STSP cherche à mettre en place, sous le contrôle des ARS (Agences régionales de santé), un bricolage de substitution à la disparition du service public. Bricolage par ailleurs payant pour le patient (comme les maisons médicales libérales). L'Etat, par son « bras armé », les ARS, est contraint d'organiser la coordination des intervenants et des « programmes » spécifiques pour pallier les besoins et limiter les « déserts sanitaires ». D'où quelques exigences vis-à-vis des cliniques commerciales et des médecins libéraux, et leur rébellion contre « l'étatisation »...

Le sort réservé à la psychiatrie publique éclaire de manière vive le sens de la « territorialisation ». Elle assurait jusqu'à présent les soins dans et hors l'hôpital. La loi Touraine codifie la disparition des soins (gratuits) dans la cité, pour les confier dans le cadre du SPST à des acteurs privés libéraux, commerciaux ou associatifs.

Enfin pour restructurer et rentabiliser l'hôpital, la loi Bachelot HPST avait créé les « communautés hospitalières de territoire », en laissant toutefois aux établissements la liberté (relative) d'y adhérer. Le projet de loi lui substitue le « groupement hospitalier de territoire », plus contraignant puisque les établissements (sauf dérogation de l'ARS) seront obligés d'en être membres sous peine de se voir retirer une partie de leurs financements, ou même leurs autorisations de fonctionner.

## LE « TERRITOIRE », ESPACE DE LA PRIVATISATION

Selon le projet de loi, le STSP « repose sur une coordination de l'ensemble des acteurs de santé, afin d'offrir une prise en charge adaptée à toute personne de-

## POURQUOI PATRONS ET MÉDECINS LIBÉRAUX SE MOBILISENT-ILS CONTRE CE PROJET ?

Les patrons de l'hospitalisation privée appliquent la stratégie du « toujours plus » de Gattaz et du Medef : le minimum d'exigences quant aux missions de service public, c'est encore trop. Face à un gouvernement prêt à toutes les concessions, ils veulent s'affranchir de toutes les « contraintes » pouvant limiter les profits versés à leurs actionnaires. Quant aux médecins libéraux, espérant revenir au temps de la médecine libérale d'autrefois, ils risquent de se retrouver dans la position de l'arroseur arrosé. Avec le retrait de la sécurité sociale des soins de ville, loin de retrouver la liberté d'exercer, ils tomberont sous la coupe des « réseaux de soins » concurrentiels des assureurs privés en cours de constitution. Ils seront alors soumis à leurs exigences commerciales draconiennes qui leur feront regretter « l'heureuse époque » des « diktats » de la sécurité sociale.

## CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE DE CLASSE

Il est donc nécessaire, dans un même mouvement, de combattre le projet gouvernemental et l'offensive d'un patronat, de syndicats libéraux et d'une droite qui en veulent toujours plus. A l'image des « marées blanches » dans l'Etat espagnol, c'est au rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent défendre et étendre le « bien commun » constitué par l'hôpital public et la sécurité sociale qu'il faut œuvrer. Dans ce front, trouveront leur place les salariés des hôpitaux, mais aussi du secteur privé, de l'action sociale, les syndicats interprofessionnels, les associations d'usagers et comités de défense des Hôpitaux, les partis politiques, ainsi que la minorité des praticiens libéraux<sup>3</sup> attachés davantage à la défense d'un système non marchand, au service des patients, qu'à d'illusoire intérêts corporatistes. La construction, encore à ses débuts, de la « Convergence des hôpitaux contre l'Hostérité » va dans cette direction. □

<sup>1</sup> Fédération patronale adhérente au Medef qui regroupe les cliniques privées commerciales. La FHP représente 1200 cliniques qui emploient 140 000 salariés et où exercent 40 000 médecins.

<sup>2</sup> Le « tiers payant » permet au patient de ne pas avancer le prix de la consultation au médecin, qui est directement réglé par la sécurité sociale.

<sup>3</sup> Notamment avec le Syndicat de la médecine générale.



LE « MOUVEMENT DES PARAPLUIES » À HONG KONG

# Naissance d'une nouvelle génération sous les gaz lacrymogènes

PAR VINCENT SUNG

*Le mouvement des parapluies, qui implique toutes les couches sociales de Hong Kong, est complètement différent des mouvements de masse des décennies précédentes, par ses méthodes de lutte pacifiques, sa spontanéité et la perturbation massive de l'ordre public. Si la question politique en a été l'élément déclencheur, de profondes tensions sociales et économiques sous-tendent le mouvement.*

L'élection du conseil législatif (Legco) et du président au suffrage universel fait partie du programme des mouvements pro-démocratie depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997. La loi fondamentale, qui est appelée la mini-constitution de Hong Kong, stipule que le président de Hong Kong sera éventuellement élu au suffrage universel. Mais le gouvernement de Pékin a retardé l'échéance de sa promesse de mise en œuvre.

En mai 2013, une coalition, Occupy Central, dirigée par le juriste Benny Thai, le sociologue Chan Kin-Man et le pasteur Zhu Yao Ming, a officiellement lancé un plan de campagne pour une élection directe du président en 2017, menaçant d'organiser l'occupation du centre de Hong Kong (le centre commercial et financier) et de le paralyser si nécessaire. Près de 800 000 personnes ont participé à une votation citoyenne (un simili plébiscite) pour laisser le peuple choisir entre trois modes d'élection du président, en votant en ligne ou dans des bureaux de vote. La nomination civile, qui implique un droit des citoyens de proposer les candidats à l'élection du président, a été majoritaire.

## L'EXPLOSION

En août 2014, le comité permanent de l'assemblée populaire nationale (CPAPN) de la République populaire de Chine (RPC) décidait que les électeurs n'auraient que le choix parmi une liste de deux ou trois candidats, après une sélection par un comité de nomination formé par l'actuel comité électoral (qui est actuellement responsable de « l'élection » du président). Le comité électoral est composé de 1 200 personnes, qui sont des capitalistes pro-chinois et des politiciens... L'actuel président, C.-Y. Leung, a été « élu » par la clique de ce comité antidémocratique en 2012. Il est l'un des plus purs et durs soutiens de Pékin et est largement considéré comme un membre discret du PC Chinois.

Le 22 septembre, la fédération des étudiants de Hong Kong (HKFS, qui regroupe les syn-

dicats de huit instituts d'enseignements supérieurs) a appelé à une grève étudiante de cinq jours. *Scholarism*, un groupe militant de lycéens dont le leader est Joshua Wong, a appelé les lycéens à rejoindre la grève. Le 26 septembre, ils ont lancé une manifestation afin d'occuper la « place civique » (*Civic Square*), qui est proche du siège du gouvernement, après que C.-Y. Leung et d'autres dirigeants aient refusé d'accéder à leurs revendications. La police a réprimé le mouvement et arrêté deux dirigeants de la HKFS ainsi que Joshua Wong. Mais de plus en plus de gens les ont rejoints sur la place pour les soutenir.

Ce n'est qu'à partir de là que les trois leaders du mouvement ont annoncé le lancement de l'occupation du centre de Hong Kong, quelques jours avant ce qui était prévu dans leurs plans, à cause de la poussée de l'action de masse. De manière inattendue, ils avaient été hués par une partie des manifestants, alors que les protestataires étaient sortis du parc pour demander à la police de relâcher les trois représentants étudiants.

La police a utilisé du gaz au poivre et finalement du gaz lacrymogène pour disperser le rassemblement. La brutalité policière sur des étudiants pacifiques a initié une vague de colère débouchant sur un mouvement de masse. Des milliers de personnes sont sorties pour soutenir les manifestants, mais les routes menant à la « place civique » étaient bloquées par la police. Les protestataires étaient coincés près de l'Amirauté, bloquant les routes et montant spontanément des barricades. Les protestations se sont aussi étendues à Mong Kok, un quartier de Kowloon (partie de Hong Kong). La confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU, un syndicat indépendant appartenant au camp démocratique) a appelé à une grève générale pour le 29 septembre, dont l'effet fut limité.

## LES DYNAMIQUES DU MOUVEMENT

En général, les médias de Hong Kong se référent au mouvement *Occupy Central* (OC),



campagne initiée une année auparavant par les trois figures politiques mentionnées ci-dessus. Même si la HKFS et *Scholarism* ont rejoint la coalition OC, ils ont organisé leur propre campagne de manière indépendante. Les jeunes étudiants sont la force motrice du mouvement et ils ont fait attention à garder leurs distances vis-à-vis des trois leaders de OC et d'autres courants pan-démocrates. Ce mouvement dépasse donc le mouvement OC tel qu'il avait été conçu au départ par les trois leaders : un plan strictement centralisé de protestation du haut vers le bas. Au contraire, un mouvement massif a rapidement jailli des protes-

tations étudiantes après que la police eut utilisé des grenades lacrymogènes. C'est une sorte de désobéissance civile, avec des caractéristiques importantes en comparaison des précédents grands mouvements sociaux de Hong Kong : la spontanéité et la décentralisation des méthodes de luttes. Les manifestants ont fait preuve dans leurs actions d'une autonomie exceptionnelle. Le mouvement a été surnommé « la révolution des parapluies » par les médias étrangers. Ce n'est clairement pas une révolution. Le symbole du parapluie a été une belle coïncidence. A l'origine, les manifestants utilisaient le parapluie pour se protéger tant

du soleil que de la pluie, mais ils s'en sont servis aussi pour se protéger des gaz au poivre. Ils utilisaient également des équipements standards comme des lunettes de protection ou des foulards.

Dans ce qui est donc un mouvement de masse spontané, les manifestants ont fait preuve d'autodiscipline sur les sites occupés, organisant le ramassage et le tri des déchets, le nettoyage des rues... De nombreux petits forums de discussions se sont tenus, avec des possibilités égales d'expression pour tous les participants. De plus, un appel a été lancé à tous les protestataires pour qu'ils manifestent leur soutien aux pe-

tits commerçants locaux de manière à s'attirer leur sympathie, particulièrement à Mong Kok (un district populaire de la ville). Les gens ordinaires ont été émus par l'esprit de sacrifice que montraient les étudiants pour l'avenir de Hong Kong. Ils leur ont constamment fourni de l'eau, de la nourriture et d'autres provisions. Ils ont protégé les étudiants quand des membres de la mafia ou des laquais pro-Pékin (certainement enrôlés par des partisans de C.-Y. Leung) ont attaqué les manifestants, harcelé



sexuellement certaines femmes, détruit les barricades, les stands et les tentes – pendant que la police se contentait de regarder.

### DES TENSIONS SOCIALES

Selon un rapport de l'ONU de 2008-2009, Hong Kong est, de toutes les zones capitalistes développées, la région qui connaît depuis une dizaine d'années les plus grandes inégalités économiques entre les riches et les pauvres. Un rapport du Crédit Suisse Research Institute de 2010-2011 a montré que 1,2 % de la population détient 53 % du patrimoine de Hong Kong. La plupart sont des magnats de l'immobilier et des oligarques financiers. Le gouvernement de Hong Kong a rarement pris des mesures effectives pour limiter les problèmes de polarisation sociale. La moitié des sièges du Legco (le parlement) est occupée par des « électeurs fonctionnels », désignés plus par leur secteur économique que par le suffrage universel. De manière générale, ces membres du parlement se sont toujours et avec véhémence opposés au suffrage universel. D'un autre côté, ils opposent régulièrement leur veto à tout projet de loi qui pourrait protéger le droit du travail et les gens ordinaires. Ils préfèrent soutenir les projets visant à privatiser les services publics dans l'intérêt des consortiums.

L'hégémonie des promoteurs immobiliers est un problème social sensible à Hong Kong. L'énorme oligarchie des promoteurs, qui monopolise le marché immobilier, pratique des prix de vente et des loyers très élevés. Selon le FMI, en 2013, la hausse des prix de l'immobilier a été la seconde au monde. Il est désormais quasi impossible, pour un jeune couple, d'acheter un petit appartement. Une autre cause désastreuse de ces prix démentiels est la spéculation immobilière, qui est principalement due à l'afflux de capitaux de Chine. Cette oligarchie de promoteurs n'a pas seulement dominé le marché immobilier, mais aussi investi la vie quotidienne des gens pour faire des profits dans les transports, les télécommunications, les biens domestiques... Les conditions de vie de la classe ouvrière se sont détériorées car les salaires stagnants ne peuvent compenser une inflation galopante. Les petits commerçants ont été expulsés des quartiers à cause de l'envolée des loyers au profit de chaînes de supermarchés, fast-food, etc.

En mars 2012, la grève de 40 jours des dockers, une des plus grandes grèves qu'aient connues Hong Kong ces dernières décen-

nies, a rencontré un large soutien populaire, avec des actions de solidarité des jeunes. Elle avait été appelée par le syndicat des dockers de Hong Kong (affilié à la HKCTU) pour obtenir des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. Les grévistes travaillaient pour des filiales de Hutchison Whampoa Ltd qui appartient à l'empire économique de l'homme le plus riche d'Asie, Li Ka-shing.

Les effets négatifs du programme de visite individuelle (IVS), qui permet aux Chinois du continent de visiter plus librement Hong Kong, ont entraîné des conflits entre les habitants de Hong Kong et les continentaux chinois aux habitudes sociales différentes. Les continentaux chinois achetaient de très grandes quantités de biens domestiques, comme des produits pour bébés, ce qui a causé des désagréments à la population locale. Début 2013, le gouvernement de Hong Kong a finalement restreint les quantités de produits que les voyageurs peuvent ramener. Ce tourisme déformé par l'IVS a entraîné des situations paradoxales : ainsi, certains quartiers comptent plus de bijouteries que de boulangeries.

Une droite locale, qui prétend défendre le mode de vie et la culture locale, a émergé ces dernières années et attisé les haines entre la population locale et les continentaux chinois. Cette droite qualifie les continentaux chinois de « sauterelles » et attaque aussi les militants de gauche. Certains des plus extrêmes défendent même l'indépendance, voire le retour à la colonisation britannique. Ils ont réussi à attirer dans leurs rangs quelques jeunes, désabusés par le gouvernement.

### A LA CROISÉE DES CHEMINS

Les jeunes constituent la force motrice du mouvement. Outre les débats qui continuent sur la spontanéité et les critiques envers la direction pan-démocrate, ils sont plus militants et osent s'opposer aux contrôles excessifs des manifestations par la police. Cette forme de militantisme remonte à peu près au mouvement de 2010 contre une ligne à grande vitesse (une LGV entre Hong Kong et Guangzhou, néfaste pour l'environnement mais conforme aux intérêts des promoteurs), quand les manifestants avaient alors bloqué le parlement. Cela étant, aucune concession n'ayant été faite par le régime de C.-Y. Leung (comme auraient pu le constituer le retrait de la réforme du CPAPN ou sa propre démission), le mouvement est confronté au défi de « que faire après ? » Des débats houleux le traversent pour savoir s'il faut se retirer, y compris du siège de l'amirauté à Mong Kok, pour

éviter une nouvelle répression potentiellement meurtrière.

Comme les protestataires ont une forte volonté d'autonomie, ils s'opposent à l'édification d'une estrade et à la formation de piquets par peur d'une récupération du mouvement dans certains quartiers occupés. Malheureusement, la droite locale peut prendre avantage de cette peur de la récupération et distribue déjà des tracts contre les militants de la gauche alternative avec des slogans tels que « méfiez-vous des idiots gauchistes ! »

Il y a un groupe militant pour une alternative de gauche appelé Left 21. Ses membres se sont engagés très fortement dans le mouvement, sur une base individuelle vue l'atmosphère ambiante. Dans les débats, ils ont mis en avant le fait que la démocratie doit être liée aux droits des travailleurs et aux conditions de vie.

Ce mouvement a des dimensions sociales et économiques. Les jeunes se révoltent contre l'injustice, l'hégémonie des promoteurs, les inégalités sociales, la mainmise du capital de Chine continentale. Ils pensent que tous ces problèmes sont liés à un système non démocratique et ne peuvent pas imaginer leur futur dans une telle société.

Néanmoins, la seule spontanéité du mouvement ne peut le faire avancer. Les questions de stratégie et d'organisation doivent être prises en compte quand des manifestants affrontent un appareil d'Etat aussi puissant (soutenu par le PCC), et qu'il est indispensable d'obtenir le soutien de la classe ouvrière. Pendant ce temps, la droite locale cherche toujours à opposer les habitants de Hong Kong aux continentaux chinois, tandis que les médias pro-Pékin décrivent le mouvement comme étant « sous influence étrangère ». Le PCC serait certainement heureux de voir ce mouvement dégénérer en une campagne contre les continentaux chinois. Pour la gauche radicale locale, il est donc nécessaire de combattre cette tendance et de se lier aux Chinois du continent en les invitant à soutenir le mouvement.

Le mouvement apporte aux gens une expérience importante, en les libérant du poids du « respect de la loi » et en leur donnant des possibilités de se politiser au travers des nombreux forums et réunions.

Quel que soit le résultat final, ces jeunes déterminés, pacifiques et ingénieux ont gagné par leur combativité le soutien de la majorité de la population de Hong Kong. Dans tous les cas, il y aura à l'avenir une formidable force de résistance à la classe dirigeante de Hong Kong (les capitalistes pro-Pékin et les oligarques) ainsi qu'au PCC. □

## Hong Kong : savoir durer

PAR PIERRE ROUSSET

*Alors que le pouvoir ne cède rien et joue l'usure du mouvement démocratique des « parapluies », toute la question est de savoir s'il saura s'installer durablement dans la société et la vie politique hongkongaises.*

Le Mouvement des parapluies à Hong Kong donne depuis deux mois une véritable leçon d'auto-organisation spontanée. De l'eau, de la nourriture, sont mises à disposition sur les lieux d'occupation, souvent avec l'aide de la population. Le message de non-violence et de civilité est maintenu, malgré les attaques physiques ou les provocations des sbires du PCC et de la mafia. Une présence constante est assurée bien que beaucoup de participantes et participants travaillent, ou ont dû reprendre leurs cours.

Cette maturité est d'autant plus frappante que les traditions de lutte sont faibles dans cette ancienne colonie britannique où « l'économique » régnait à l'exclusion du « politique ». Elle ne vient pas d'en haut. Les trois personnalités qui ont lancé l'idée de l'occupation ont perdu à l'automne le contrôle des événements. L'occupation effective a commencé à l'initiative de la Fédération des étudiants et du mouvement lycéen Scholarism ; puis, gagnant en ampleur, la mobilisation est avant tout devenue spontanée, affichant une forte capacité d'autodiscipline.

Comme d'autres mouvements d'occupation, les parapluies de Hong Kong manifestent une créativité enthousiasmante – mais la médaille de la spontanéité autodisciplinée à son revers. Le pouvoir joue l'usure ; il attend son heure. Le nombre des occupantes et occupants décline progressivement ; la fatigue se fait sentir et les encombrements quotidiens pèsent sur la population des quartiers populaires les plus denses. De petites organisations de gauche tentent de discuter des suites à donner à la lutte : y a-t-il une autre façon de continuer que de poursuivre l'occupation en l'état ? Ces questions, déjà évoquées dans l'article de Vincent Sung, alimentent bien des échanges passionnés entre manifestants et habitants, mais sans déboucher.

A quelles conditions lever l'occupation ? Les participants sont tiraillés entre des réponses qui toutes conduisent à une impasse, à une perte d'initiative : la reprise du dialogue sur la réforme politique avec les autorités ; la « démocratisation » du comité chargé de nommer les candidats au poste de chef de l'exécutif ; la démission de



celui qui détient aujourd'hui ce poste, Leung Chun-ying, franchement détesté. Aucune de ces options ne représente un pas en avant, un « compromis dynamique » vers l'objectif premier du mouvement en cours : l'instauration d'un véritable suffrage universel.

### UN MOUVEMENT COMPOSITE MAIS POPULAIRE

Si l'occupation a pris une telle ampleur, si la popularité des manifestants est si grande (et trouve un écho en Chine continentale) et leur ténacité est si remarquable, c'est que l'avenir du territoire est bel et bien en jeu : l'élection de ce qui lui tient lieu de gouvernement ; le droit d'association ; la possibilité pour un syndicalisme militant d'opérer ; l'existence d'un système juridique relativement indépendant ; la possibilité de contester le pouvoir des grands possédants, des oligarques, et de combattre les inégalités sociales... Le mouvement est composite, mais il n'est pas avant tout le fait de nantis. Les membres de l'élite s'accrochent fort bien au manque de démocratie. Le fer de lance de l'occupation, ce sont des étudiants d'extraction modeste et des jeunes travailleurs. Le soutien vient des syndicats indépendants, pas de la chambre de commerce !

L'avenir est engagé, car l'exigence démo-

cratique ne s'oppose pas à un régime pékinois passéiste, en crise ou condamné, mais à un nouveau capitalisme triomphant – d'où la puissance du « bloc d'intérêt » qui soude face au Mouvement des parapluies l'actuelle bourgeoisie bureaucratique du PCC, l'oligarchie hongkongaise et le capital international implanté sur cette place financière. De façon fort significative, les gouvernements occidentaux se font discrets sur l'enjeu démocratique chinois ; leurs priorités sont autres. Ainsi, la Chine et les États-Unis viennent de signer un accord bilatéral sur le climat jugé « décisif » par les grands médias. Les « engagements » annoncés sont pourtant bien en-deçà de ce qui est nécessaire pour contenir le réchauffement atmosphérique en dessous des deux degrés. En revanche, l'annonce est d'importance sur le plan géopolitique : malgré la rivalité croissante qui l'oppose à Pékin, Washington doit s'associer à elle pour « cadrer » d'avance les prochaines négociations climatiques. Dans un monde où les régimes deviennent de plus en plus autoritaires (y compris en Europe), la « démocratie maintenant » est une exigence populaire. Le combat engagé à Hong Kong va durer et rebondira – sous une forme encore indéterminée – d'ici les élections de 2017. Il mérite notre soutien. □



# Quelques éléments sur la question nationale en Europe de l'Ouest

PAR HENRI WILNO

*Le référendum écossais et l'amplification de la revendication catalane ont remis au premier plan la question nationale en Europe de l'Ouest. La Belgique est pour sa part confrontée à la question flamande. Vu l'ampleur des questions qu'elles posent, nous avons choisi de focaliser ce dossier sur ces trois revendications nationales, même si elles n'épuisent pas l'ensemble du sujet.*

Pour les nationalistes, les nations s'ancrent dans un passé immémorial. Cette vision est largement démentie par les travaux historiques. Comme l'écrit Anne-Marie Thiesse, « les nations modernes ont été construites autrement que ne le racontent leur histoire officielle. Leurs origines ne se perdent pas dans la nuit des temps [...] La lente constitution de territoires au hasard des conquêtes et des alliances n'est pas non plus genèse des nations : elle n'est que l'histoire tumultueuse de principautés et de royaumes [...] Les premiers exemples ne sont pas antérieurs au XVIII<sup>e</sup> siècle : pas de nation au sens moderne, c'est-à-dire politique, avant cette date. »<sup>1</sup>

## PAS DE NATION AVANT LE XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Antérieurement au XVIII<sup>e</sup> siècle, existait dans certaines populations le sentiment plus ou moins diffus d'appartenir à une entité dépassant les limites de l'environnement immédiat. Ce sentiment était probablement plus fort dans les couches sociales instruites et/ou mobiles ; il devait être moins prégnant dans les couches populaires, notamment paysannes utilisant des parlers locaux, souvent illettrés et à l'horizon géographique restreint à leur village et à sa proximité.

Par ailleurs, les circonstances historiques ont pu jouer. Il est ainsi soutenu que la Reconquista espagnole (l'avancée vers le sud des royaumes chrétiens unifiés sous la direction castillane, jusqu'à faire disparaître les Etats musulmans), la rupture avec le catholicisme en Angleterre et en Allemagne, la guerre de Cent ans en France ont contribué à la diffusion d'un sentiment de type national dans ces différentes contrées ; c'est-à-dire à la conscience d'une communauté allant au-delà de l'horizon immédiat et différente de celles que pouvaient

constituer d'autres populations. Selon divers auteurs, l'imprimerie a joué un rôle majeur dans la diffusion des sentiments nationaux en favorisant le primat d'une langue. En effet, les contraintes techniques et commerciales de l'imprimerie, l'obligation de rentabilité ont conduit les imprimeurs, pour ne pas multiplier les petits tirages, à privilégier les langues qui permettaient de toucher le public le plus large : des langues « moyennes » accessibles à ceux qui utilisaient dans la vie courante des parlers différents mais proches.

Dans chaque grand Etat ou groupe d'Etats (l'Italie et l'Allemagne étant encore fragmentées), un langage acquit peu à peu un statut commun même si une grande partie de la population ne le maîtrisait pas : en France, sur 24 millions d'habitants en 1791, 3 millions parlaient correctement le français et 6 millions ne le comprenaient pas ; au moment de l'unification italienne, en 1860, seule une minorité limitée (de l'ordre de 12 % de la population) comprenait le toscan, base de l'italien. Les transformations économiques et l'avènement du capitalisme jouèrent évidemment un rôle dans la constitution des nations et leur projection politique en Etats. Comme Marx et Engels le notaient dans Le Manifeste du parti communiste : « La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émission des moyens de production, de la propriété et de la population. [...] La conséquence totale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier ». D'autres aspects pourraient être pris en

compte mais la conclusion est claire : l'idée nationale, au sens de la revendication démocratique de populations qui pensent se ressembler à se trouver rassemblées sous l'autorité de gouvernants dont elles estiment qu'ils leur ressemblent, ne remonte guère qu'à la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Les guerres entre la France révolutionnaire puis napoléonienne et les puissances monarchistes ont été à la fois des guerres « idéologiques » (entre le vieux et l'an-

1848, le « printemps des peuples ». DR.



cien monde) et des guerres d'annexion de la part de la France. Leur durée, le fait qu'elles aient été menées par des armées de volontaires et de conscription (et non plus par des mercenaires comme souvent sous l'Ancien Régime) ont aussi

contribué à la solidification d'une conscience nationale : en France même, en Angleterre, dans l'Allemagne (non encore unifiée), en Espagne...

## DROIT AU DIVORCE ET OBLIGATION DU DIVORCE

Au sortir des guerres de la Révolution et de l'Empire, les sentiments nationaux se sont donc renforcés. Certaines nations restaient divisées : Italie, Allemagne. Des Etats multinationaux englobaient des nationalités différentes : empire d'Autriche, empire turc (qui comprenait la Grèce et les Balkans). Le Royaume-Uni incluait l'Ecosse et surtout l'Irlande. Les situations des nations n'ayant pas accédé à un Etat étaient très différentes. Le « mouvement des nationalités » allait marquer tout le XIX<sup>e</sup> siècle et être à l'origine de révolutions (en 1848), de révoltes populaires (en Grèce, dans les Balkans, en Irlande), de guerres (autour des unifications italienne et allemande, puis entre les nouveaux Etats balkaniques devenus indépendants), de développement de partis politiques des nations minoritaires là où le débat parlementaire était possible (Autriche-Hongrie).

tard, la chute de l'URSS a été suivie de l'apparition de nouveaux Etats (de façon sanglante dans l'ex-Yougoslavie, dont la création avait pourtant répondu à une vraie aspiration). L'Europe de l'Ouest et centrale est maintenant pour l'essentiel englobée dans l'Union européenne.

Marx et Engels ont élaboré leur pensée en plein « mouvement des nationalités ». Sur la question nationale, leur héritage a deux lignes de force. D'abord, l'internationalisme : au-delà du célèbre « Les prolétaires n'ont pas de patrie » (qui a pu faire l'objet d'interprétations diverses<sup>3</sup>), plus essentiel apparaît ce passage du « Manifeste » : « dans les différentes luttes nationales du prolétariat, [les communistes] mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ». Ensuite, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, qui apparaît dans des articles de Marx sur la Pologne (alors soumise essentiellement à l'empire russe) et l'Irlande.

Il convient de préciser qu'on ne trouve chez Marx aucune définition de la nation ; Engels, pour sa part, s'était lancé dans une distinction hasardeuse entre les nations ayant vocation à s'ériger en Etats et les « peuples sans histoire », ou survivants d'étapes passées de l'histoire, qui ne l'ont pas. Les marxistes ont dû apprécier les situations concrètes à la lumière de cet héritage. Rosa Luxembour, au nom du primat de l'internationalisme, dénonça le combat des Polonais pour l'indépendance. Lénine, pour sa part, soutint le droit des Polonais et des nationalités opprimées à la séparation, en considérant que ce droit était inconditionnel : « l'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister en premier lieu à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme »<sup>4</sup>. Mais il n'en découlait pas que les communistes devaient se battre pour la séparation en toute circonstance : il pouvait être plus adapté du point de vue du prolétariat national et international de prôner une « union librement consentie ».

## SÉPARATISMES D'AUJOURD'HUI

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la question nationale en Europe occidentale n'a pas disparu ; on peut même dire qu'elle connaît un regain d'actualité. Les revendications nationales visent à obtenir un régime spécifique (des droits particuliers) au sein de l'entité étatique de rattachement ou bien à la séparation. Trois

cas font actuellement l'actualité : l'Ecosse par rapport au Royaume-Uni, la Flandre par rapport à la Belgique, la Catalogne (et le Pays basque) par rapport à l'Etat espagnol. L'Ecosse a été indépendante (juridiquement, jusqu'à l'Acte d'Union de 1707), de même que la Catalogne (indépendante au Moyen-Age, celle-ci avait conservé son autonomie jusqu'en 1714 et l'avait reconquise avec la République espagnole en 1932 avant de subir la répression franquiste), tandis que la Flandre a subi une oppression linguistique (durant le 1<sup>er</sup> siècle de l'Etat belge).

Mais les séparatismes actuels ne sont pas simplement l'ombre portée du passé : ils se développent dans un contexte renouvelé, celui du capitalisme mondialisé, de l'Union européenne et de l'austérité. La capacité de décision des Etats semble s'évaporer tandis que les politiques d'austérité minent leur légitimité. Cela suscite une aspiration populaire à un pouvoir politique capable d'agir. Divers courants prétendent répondre à cette aspiration : les anticapitalistes (mais ils sont trop faibles pour être crédibles), des courants réformistes de gauche, mais aussi l'extrême-droite. Les forces politiques séparatistes s'insèrent elles aussi dans ce paysage et promettent de faire mieux que les Etats actuels ; dans les régions « riches », notamment, se renforce l'écho des récriminations contre l'Etat central « gaspilleur », « inefficace », etc. D'anciennes aspirations prennent ainsi un nouveau visage : selon les cas, elles ont une réalité populaire plus ou moins forte et s'incarnent dans des forces politiques plus ou moins de droite ou de gauche, et aussi plus ou moins ouvertes vis-à-vis des populations provenant d'ailleurs. On pourrait dire avec l'historien anglais Eric Hobsbawm que le nationalisme est devenu aujourd'hui, en tout cas en Europe, « un catalyseur d'autres phénomènes »<sup>5</sup> □

<sup>1</sup> Anne-Marie Thiesse, « La création des identités nationales, Europe XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », Seuil, 1999.

<sup>2</sup> Guy Hermet, « Histoire des nations et des nationalismes en Europe », Points Seuil, 1996.

<sup>3</sup> Roman Rodolsky, « Les travailleurs et la patrie, Note sur un passage du « Manifeste Communiste », été 1965, <https://www.marxists.org/francais/rosdolsky/works/1965/00/patrie.htm>

<sup>4</sup> Lénine « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700h.htm>

<sup>5</sup> Eric Hobsbawm, « Nations et nationalisme depuis 1780 », Folio Histoire, 2002.

La LCR belge a édité un recueil de textes, « Cahiers de formation marxiste n° 8 – Textes de formation et de débats sur le marxisme et la question nationale », qui est téléchargeable à l'adresse [http://www.lcr-lagauche.be/cm/pdf/cahiers/Question\\_nationale.pdf](http://www.lcr-lagauche.be/cm/pdf/cahiers/Question_nationale.pdf)



ECOSSE

# Un séparatisme très politique... et de gauche

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

« Le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale », écrivait Léon Trotsky à propos de la situation en Catalogne, au début des années 1930.<sup>1</sup> S'il est un pays d'Europe où une telle description peut s'appliquer aujourd'hui, c'est bien l'Ecosse.

L'establishment britannique, le roi et les partis du régime en Espagne, les gouvernements de l'Union européenne, Obama et les responsables de l'OTAN ont poussé un immense soupir de soulagement : finalement, seuls 1,6 million de votants sur un total de 3,6 millions (pour 5,3 millions d'habitants) se sont prononcés pour l'indépendance lors du référendum écossais du 18 septembre 2014. Malgré la poussée du « oui » au cours des dernières semaines, les réflexes de peur l'ont emporté, alimentés par la formidable propagande des partis institutionnels, des médias et du grand patronat britanniques. C'est ainsi que les grands groupes industriels et financiers ayant leur siège en Ecosse, tels la Royal Bank of Scotland (deuxième banque de Grande-Bretagne et d'Europe jusqu'à la crise de 2008 et son sauvetage sur fonds publics), avaient annoncé qu'ils se délocaliseraient en Angleterre si jamais le « oui » l'emportait. Tout indique cependant que ce vote sera

loin de décourager les partisans de l'indépendance. Un indice en est les demandes d'adhésion spontanées reçues, dans les quelques jours ayant suivi le référendum perdu, par les trois principales formations politiques du camp indépendantiste. Le SNP (Scottish National Party), qui exerce le gouvernement autonome en Ecosse, en aurait reçu 40 000. Pour les Verts (les Greens britanniques sont bien plus à gauche que leurs homologues européens, et c'est encore plus vrai en Ecosse), le chiffre annoncé est de 5000. Et il est de 2500 pour le SSP, Scottish Socialist Party, l'organisation anticapitaliste qui avait déjà recruté plusieurs centaines de nouveaux membres durant la campagne et connaît un véritable renouveau, après la grave crise qu'elle avait traversée depuis 2006<sup>2</sup>.

La grande mobilisation populaire de terrain, menée principalement à travers la *Radical Independence Campaign* (RIC), une coalition militante large soutenue par le

SSP, les Verts, la gauche travailliste et de petits groupes d'extrême gauche, devrait également laisser plus que des traces. La RIC entend en tout cas poursuivre ses activités et annonce dès à présent de nouvelles initiatives.

## UN VOTE OUVRIER ET JEUNE

La campagne l'avait mis en évidence, les enquêtes sortie des urnes l'ont confirmé : le « oui » a obtenu ses meilleurs scores chez les jeunes, les ouvriers et les chômeurs. 71 % des 16-17 ans, pour la première fois autorisés à voter, se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Et celle-ci a été majoritaire dans les deux bastions de la classe ouvrière que sont Glasgow et Dundee (également les régions les plus pauvres, où le nombre des chômeurs est le plus élevé et l'espérance de vie la plus faible).

Le lien entre question nationale et question sociale apparaît ainsi évident – quand bien même il s'est trouvé aussi de nom-

breux travailleurs, notamment ceux encore influencés par le Labour (travailleurs), pour voter « non » par crainte pour leur salaire, leur emploi ou leur retraite.

Le fait de savoir si, depuis l'Acte d'Union de 1707, la nation écossaise (officiellement constitutive du Royaume-Uni comme le sont aussi l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord) a subi ou non une oppression nationale dans le cadre de l'Etat britannique, est controversé y compris au sein de la gauche radicale : oui, dit le SSP, fondé en 1998 sur l'objectif central d'une « République socialiste écossaise »<sup>3</sup> ; non, estiment d'autres marxistes, tel l'universitaire et historien Neil Davidson<sup>4</sup>, qui a pourtant pris position en faveur de l'indépendance.

Mais ce n'est pas, de toute façon, le plus important. Car la spectaculaire résurgence du séparatisme écossais, resté longtemps très minoritaire, obéit à d'autres raisons.

## DES RESSORTS POLITIQUES

Ces causes sont avant tout politiques. L'Ecosse est une terre de gauche qui, jusque récemment, votait massivement pour le Labour. Elle s'est sentie agressée, dépossédée, violée par les politiques imposées depuis Londres, sans discontinuité à partir de l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher, en 1979. C'est en Ecosse que les manifestations et le mouvement de désobéissance civique contre la *poll tax*, l'impôt forfaitaire par tête que Thatcher tenta d'instaurer en 1989 (sans succès, ce qui contribua à forcer sa démission), avaient débuté et été les plus puissantes. Majoritairement opposée aux privatisations et aux coupes dans les budgets sociaux, la population constate que ces politiques décidées ailleurs – au parlement de Westminster – échappent totalement à son pouvoir de décision et de contrôle : d'où le très fort développement de l'aspiration à l'autogouvernement, ainsi que le lien établi entre la nécessité de « chasser les Tories » (conservateurs) et l'obtention de l'indépendance.

Au rejet des politiques néolibérales s'ajoute une autre dimension : le refus des guerres menées en Afghanistan et en Irak, plus généralement celui de la politique impérialiste de l'Etat britannique. Cette opposition s'est concentrée sur l'exigence de la fermeture de la base navale de Faslane, dans l'estuaire de la Clyde. Faslane abrite les sous-marins lanceurs de missiles Trident, qui constituent la force de dissuasion nucléaire de l'Etat britannique (elle héberge aussi une unité de l'OTAN spécialisée dans le sauvetage sous-marin). En lien avec les aspirations écologiques, le

mot d'ordre « pour une Ecosse sans nucléaire » n'a cessé de gagner du terrain.

## LE JEU HABILE DU SNP

Pour s'imposer à la tête du gouvernement autonome écossais, avec une majorité de députés relative en 2007 puis absolue à partir de 2011, le SNP a choisi d'épouser en partie ces aspirations populaires. Sa politique sociale le fait apparaître, sans trop de difficultés, comme nettement plus à gauche que le « nouveau » Labour. De fait, il a repris de larges pans de ce qu'était son programme avant Tony Blair. Dans les domaines de compétence de son gouvernement, le SNP mène une politique qui est libérale au plan économique, mais comporte un véritable volet social.

Et cela se voit. Aujourd'hui en Ecosse, au contraire de la situation dans le reste du Royaume-Uni, les études universitaires, les cantines scolaires, les soins aux personnes âgées sont gratuits. Les patients n'ont pas à acquitter de ticket modérateur (*prescription charge*) sur les ordonnances médicales. L'enseignement public a été préservé, la gestion de l'eau et le traitement des déchets restent eux aussi publics. La *bedroom tax*, un nouvel impôt britannique touchant ceux des foyers, bénéficiaires de l'aide sociale (donc les plus pauvres), qui disposent chez eux d'une chambre à coucher non occupée en permanence, vient d'être neutralisée suite à une décision du parlement écossais.

Le SNP s'engageait également, si l'indépendance était votée, à fermer la base de Faslane – posant ainsi un très gros problème au gouvernement britannique, qui ne dispose d'aucun autre site aménagé pour recevoir ses sous-marins nucléaires et voyait ainsi menacé son statut de puissance disposant d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

Certes, dans le même temps, le SNP proposait qu'une Ecosse indépendante garde la reine, la livre sterling et reste dans l'OTAN. Tout en se livrant à un discours assez démagogique, sur le fait que les acquis sociaux distinguant l'Ecosse pourraient être garantis et même étendus, à la condition que l'on reprenne le contrôle de « notre » pétrole et « notre » gaz, aujourd'hui indûment accaparés par les financiers de la City. Mais après tout, on parle ici d'un parti qui est bourgeois et pro-capitaliste, qu'à ce titre il convient de combattre, et l'on sait par ailleurs qu'une indépendance véritable ne pourra être que socialiste.

Pour autant, décrire la bataille du référendum comme ayant opposé fondamentalement deux classes bourgeoises – l'écos-saise et l'anglaise – également prédatrices

et dominatrices ne correspond pas à la réalité. Comme l'indique Neil Davidson, « *ily a eu à Glasgow une grande bourgeoisie, propriétaire des chantiers navals et de l'industrie lourde qui avaient fait sa gloire impériale. Mais tout cela a entièrement disparu. Ils ont vendu et sont partis. L'industrie écossaise appartient aujourd'hui à un petit groupe de multinationales, états-uniennes, japonaises ou britanniques, dont les propriétaires vivent à Londres, New York ou ailleurs (...)* Il y a une classe écossaise de capitalistes petits et moyens. Elle soutient le SNP et l'indépendance. »<sup>5</sup>

## UNE CARACTÉRISTIQUE PARTICULIÈRE

La dénonciation abstraite du « nationalisme », qui serait très mauvais parce que seul l'internationalisme est bon, n'est pas plus pertinente.<sup>6</sup> En ces temps tourmentés où, dans la plupart des pays, le terme est synonyme d'égoïsme, d'exclusion voire de haine, le nationalisme écossais a en effet une caractéristique très particulière : il est inclusif, ouvert et fraternel aux étrangers. Le discours hégémonique – et repris par le gouvernement du SNP – est : si vous voulez construire ce pays avec nous, bienvenue. Le vote du 18 septembre était ainsi ouvert aux ressortissants de tous les pays de l'Union européenne et du Commonwealth, soit l'immense majorité des non britanniques résidant en Ecosse. La campagne du « oui » comptait dans ses rangs un « Collectif des Anglais pour l'indépendance écossaise ». Plus généralement les réfugiés, principalement originaires d'Asie (et, dans ce cadre, d'Etats membres du Commonwealth), sont infiniment mieux traités au nord qu'au sud de la frontière.

Dans le cadre d'une stratégie anti-impérialiste et socialiste, donc au nom d'un véritable internationalisme, ce type de nationalisme-là mérite plutôt d'être... soutenu. □

Cortège radical pro-indépendance : « Une autre Ecosse est possible ». Les pancartes que l'on distingue appellent à chasser les Tories (conservateurs) au pouvoir à Londres et à en finir avec leurs contre-réformes, ainsi qu'à dire « oui à l'éducation, non aux missiles nucléaires Trident ». DR.



<sup>1</sup> La Révolution espagnole et les tâches communistes », 24 janvier 1931. Version électronique à l'adresse <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revperm/rp14.html>

<sup>2</sup> Suite aux frasques diverses et à la trahison politique de son ancienne figure publique, l'ex-député Tommy Sheridan, qui a fini par faire un an de prison pour parjure devant un tribunal. Sur l'affaire Sheridan, voir le livre « Downfall » du dirigeant du SSP Alan McCombes (2011, Birlinn). Pour un aperçu du récent congrès du SSP, voir le compte rendu (en anglais) du représentant en Europe de la Socialist Alliance australienne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33377>

<sup>3</sup> Voir le livre « Imagine » (Rebel Inc., 2000) écrit par Alan McCombes. Et, en français, l'article du dirigeant du SSP Alistair Black, « Les anticapitalistes et l'indépendance écossaise », publié dans le numéro 39 (novembre 2012) de cette revue.

<sup>4</sup> Longtemps l'un des animateurs du SWP en Ecosse et aujourd'hui un responsable de l'organisation RS21 (Socialisme révolutionnaire au 21<sup>e</sup> siècle). Auteur notamment du livre « Discovering the Scottish Revolution, 1682-1746 » (Pluto Press, 2003).

<sup>5</sup> <http://alencontre.org/europe/ecosse-referendum-du-18-septembre-la-campagne-pour-le-non-sest-calee-sur-la-britishness-la-plus-reactionnaire.html>

<sup>6</sup> Voir notamment les positions de Lutte ouvrière, <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/grande-bretagne-referendum-en>



## BELGIQUE

## Crise nationale sur fond néolibéral

PAR PIPS PATROONS

*Contrairement à un mythe nationaliste flamand, la Belgique ne fut pas à l'origine une construction artificielle. L'Etat-nation en formation reçut un coup quand l'establishment refusa le bilinguisme en Wallonie, tout en exigeant son maintien en Flandre en faveur de la minorité francophone.*

Quand la Belgique se détacha en 1830 du Royaume Uni des Pays-Bas, le droit de vote censitaire appartenait à une bourgeoisie et une aristocratie qui représentaient 1 % de la population. Se considérant comme l'âme de la nation, elles considéraient leur langue, le français, comme celle du pays. L'enseignement secondaire et universitaire était de fait réservé à ses enfants. La majorité non francophone, habitant le nord du pays, devait se contenter d'un enseignement primaire en flamand.

Contre cette situation qui bloquait l'accès aux instances de l'Etat et à la vie culturelle, un mouvement émancipateur et démocratique se développa à partir des années 1840. Le poids de ce mouvement culturel flamand, porté par divers courants idéologiques, grandit suite à l'accès des masses au droit de vote plural (masculin) en 1893 et au vote simple (toujours masculin) en 1919. Les Flamands devenaient une force politique.

La responsabilité du fait que le mouvement flamand fut accaparé plus tard par le bas-clergé et une droite nationaliste, doit être attribuée au Parti ouvrier belge (POB). Ce POB foncièrement réformiste et lié aux libéraux dans un anticléricalisme primaire, ayant sa base principale en Wallonie, avait donné la liberté à ses parlementaires de voter pour ou contre les demandes du mouvement flamand.<sup>1</sup> En 1898 le Néerlandais devint enfin la deuxième langue officielle du royaume. L'université de Gand devenait néerlandophone en 1930. En 1932 l'enseignement secondaire devait se faire dans la langue de la région. En 1935 les tribunaux devaient rendre justice selon cette même règle. En 1992 la Belgique devint un État fédéral.

## UN ETAT-NATION AVORTÉ

Contrairement à un mythe nationaliste flamand, partagé par certains « wallingants », la Belgique ne fut pas à l'origine une construction artificielle. Le mouvement flamand était même « belgiciste », craignant une annexion par la France. Mais la population flamande a perdu sa sympathie pour la Belgique suite au rejet systématique par la « francophonie » des aspirations démocratiques du mouvement émancipateur flamand. L'Etat-nation en formation reçut le coup de grâce quand l'establishment refusa le bilinguisme en Wallonie, tout en exigeant son maintien en Flandre en faveur d'une petite minorité francophone : deux poids et deux mesures.

Suite au déclin de l'industrie wallonne à partir des années 1950, l'Etat-nation perdit également son infrastructure économique, qui reposait sur l'industrie traditionnelle en Wallonie, dirigée par la holding de la Société générale de Belgique – depuis lors accaparée par Suez.<sup>2</sup> Après la grande grève générale de l'hiver 1960 naquit un mouvement nationaliste wallon de type prolétarien, luttant pour le fédéralisme dans l'espoir de pouvoir régénérer ainsi son industrie. Mais ce Mouvement populaire wallon (MPW) eut la vie courte. Aujourd'hui, la Wallonie est redevenue « belgiciste », principalement de peur d'un dédoublement désavantageux pour elle de la sécurité sociale entre les deux communautés. Le développement en Flandre d'une industrie moderne a renforcé l'esprit fédéraliste flamand face à une Wallonie présentée comme parasitaire. La crise des années 1970 a pourtant aussi frappé la Flandre et sapé le traditionnel parti démocratique nationaliste flamand, la *Volkspartij* (VU). Une partie de la VU a rejoint l'extrême droite du *Vlaams Blok*, devenu *Vlaams*

*Belang* (VB), une autre tendance le Parti socialiste flamand (SP.A) et un troisième groupe a formé la Nouvelle Alliance Flamande (NVA), le parti de Bart de Wever.

Le 6 novembre 2014 à Bruxelles. Les manifestants étaient bilingues, les forces de répression aussi... DR.



## LA NVA : NI SÉPARATISTE, NI FASCISTE

Il y a des raisons de contester la caractérisation avancée par une certaine presse, majoritairement francophone, de la NVA comme un parti séparatiste qui veut détruire le royaume des Saxe-Cobourg. De Wever souscrit à la « théorie » avancée par l'Alliance libre européenne (ALE) fondée en 1981 et reconnue par le parlement européen en 2004, une alliance qui réunit selon Paul Dirckx<sup>3</sup> « dix formations régionalistes, quatorze autonomistes et onze séparatistes représentant dix-sept Etats membres ». L'ALE se prononce pour des « nations sans État » au sein de l'UE. Il s'agit ici non pas d'un nationalisme ethnique,

mais d'une communauté de destin. L'idée « confédéraliste » de la NVA semble répondre à cette conception des autonomistes. Le principe de subsidiarité y joue un rôle (« ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux »), tout comme l'idée selon laquelle on volerait « nos richesses pour soutenir des faibles ». Il s'agit en fait d'une revendication d'autonomie maximale au sein de l'UE, donnant plus de pouvoir aux groupes capitalistes régionaux. On retrouve ces idées en Catalogne et en Italie du Nord. Elles ne peuvent que corroder la solidarité des travailleurs et leur conscience de classe. Il n'est d'ailleurs pas certain que le pa-

pendant la Deuxième Guerre mondiale. La NVA par contre est un parti purement néolibéral, adepte du parlementarisme bourgeois et défendant une culture et des comportements conservateurs. Elle surfe bien entendu, vu son nationalisme, sur la vieille rancune de larges couches de la population flamande envers l'establishment francophone et les « fransquillons ». « *La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants* », disait Marx. Le fait qu'on trouve dans la NVA des individus qui partagent des idées d'extrême droite n'a rien d'exceptionnel, il suffit pour s'en convaincre de regarder de près l'UMP française.

## UN PS DÉMAGOGIQUE

Exigeant la démission de Jan Jambon, le ministre NVA des affaires intérieures qui a déclaré qu'il a de la « compréhension » pour les nationalistes flamands collaborateurs sous l'occupation allemande, Elio Di Rupo a fait de la politique politicienne de haut vol. Surfant sur l'idée mythique de l'importance de la collaboration nazie en Flandre (oubliant la collaboration en Wallonie), l'ancien premier ministre PS a attaqué le gouvernement dont son parti est exclu, non pas pour attaquer sa politique de choc, mais principalement pour cacher les mesures néolibérales que son propre gouvernement avait introduites.

La démarche a un effet néfaste en Flandre, où l'on considère son intervention comme la énième remarque méprisante et insidieuse contre les Flamands. Une telle réaction est néfaste pour les relations de solidarité plus que nécessaires entre les deux peuples. Notons que le PS participe sans états d'âme aux coalitions néolibérales dans les gouvernements de la Wallonie, de la Communauté française, de Bruxelles-Capitale et de la communauté allemande.

## LA RÉACTION OUVRIÈRE

Si plus de cent mille personnes ont manifesté à l'appel des organisations syndicales dans la capitale belge, le jeudi 6 novembre 2014, à peine un mois après la formation du gouvernement fédéral, c'est que les travailleurs sont confrontés à un gouvernement qui entend détruire de la base

au sommet l'Etat-providence imposé à partir de 1945 par le mouvement ouvrier.<sup>4</sup>

Cette fois-ci, la coalition gouvernementale comporte un seul parti francophone, le parti libéral MR du premier ministre Charles Michel, et trois partis flamands : la NVA nationaliste de l'homme fort Bart de Wever, le parti chrétien-démocrate CD&V et le parti libéral Open-VLD. De Wever a mis son veto contre toute participation gouvernementale des socialistes. Ceux-ci, rejoints par les chrétiens-démocrates francophones ont quant à eux refusé toute coalition avec une NVA « séparatiste ».

Nul ne sait comment se développera la crise institutionnelle. Mais le mouvement ouvrier y jouera un rôle fondamental, pour le meilleur ou pour le pire. Des deux côtés de la frontière linguistique, les confédérations syndicales socialistes (FGTB-ABVV), chrétiennes (CSC-ACV) et libérales (CGSL-ACLV) et le Mouvement ouvrier chrétien (MOC-ACW) qui chapeaute l'ensemble des organisations ouvrières chrétiennes, se sont mis en mouvement. Forts du succès de la manifestation du 6 novembre, ils prévoient des grèves provinciales tournantes le 24 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre, suivies d'une grève générale en front commun pour le 15 décembre, tout cela accompagné par des initiatives émanant de diverses associations citoyennes.

Notons que des choses intéressantes se développent dans le mouvement syndical, qui le démarquent de ses traditions politiques. Dans la fédération FGTB de la région de Charleroi, des voix se sont élevées en faveur de la formation d'un parti ouvrier fidèle aux revendications syndicales, et ce en réaction au lien traditionnel qui unit la FGTB au PS social-libéral. En Flandre, certains membres du syndicat chrétien majoritaire se demandent, bien qu'encore timidement, s'il est toujours possible de se lier à leurs « amis » du MOC présents au sein du gouvernement. Ici aussi, une tradition est mise en doute. □

L'auteur est un responsable de la LCR de Belgique.  
1 Marcel Liebman, « Les socialistes belges 1885-1914 », Bruxelles, 1979 et H. van Velthoven, « Onenigheid in de Belgische Werkliedenpartij (1894-1914) », Revue belge d'histoire contemporaine, 1974.  
2 Daniel Tanuro, « Pour comprendre la crise belge », Inprecor, novembre-décembre 2007.  
3 Le Monde Diplomatique, novembre 2014.  
4 Voir le site francophone de la Ligue communiste révolutionnaire, <http://www.lcr-lagauche.org>



# Conflits nationaux et lutte politique dans l'Etat espagnol d'hier et d'aujourd'hui

PAR ANDREU COLL

*Pour comprendre les événements en cours dans l'Etat espagnol (sans doute les plus importants depuis les années 1930 et 1970), il est particulièrement important de situer historiquement les racines des revendications nationales.*

Le royaume d'Espagne a été le résultat d'une union dynastique marquée par quatre événements fondateurs, qui ont conditionné les siècles suivants : la « reconquête » contre les Arabes, l'expulsion des Morisques et des Juifs, la création de l'empire américain et la prétention à devenir le gendarme mondial du catholicisme. L'épuration ethnique, le militarisme, l'orthodoxie catholique, l'esprit rentier et pillard ont ainsi marqué la mentalité des classes dominantes les plus étroitement liées à la monarchie hispanique.

Néanmoins, l'exploitation des Amériques étant un monopole castillan-andalou administré par la couronne, ces dynamiques ont moins pesé dans d'autres régions. Il est significatif que le commerce avec l'Amérique n'ait pas été autorisé aux Catalans avant le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, et symptomatique que les « Bases de Manresa » (manifeste fondateur du nationalisme catalan) aient été rédigées la même année que la perte de Cuba, des Philippines et de Puerto Rico (en 1898). Ainsi, l'un des royaumes les plus anciens d'Europe, qui avait aspiré à être à la fois une nation et un empire, a-t-il perdu l'empire et échoué dans la construction pleine d'une nation.

Par ailleurs, même si les aventures impérialistes ont provoqué de graves conflits sociaux et proto-nationaux dus à une pression fiscale croissante – comme la guerre des « Comuneros de Castilla » et la guerre catalano-portugaise de 1640 –, la monarchie hispanique a longtemps gardé, jusqu'à un certain point, la forme d'un Etat confédéral qui respectait les divers systèmes institutionnels et statutaires existant sur son territoire et où cohabitaient des langues diverses avec une certaine reconnaissance officielle. Ceci perdura jusqu'à l'arrivée de l'absolutisme sous Philippe V de Bourbon, au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est Philippe V qui a « castillanisé »

par la force l'ensemble de l'Etat et de l'administration publique, imposant un droit unique et les Cours de Castille à toute l'Espagne, en supprimant les institutions antérieures et en interdisant les langues minoritaires.

## ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION BOURGEOISE ET CONTRADICTIONS DU CAPITALISME ESPAGNOL

Le XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> furent marqués par l'échec de l'unification nationale espagnole autour de la nationalité dominante, celle de souche castillane (à la différence de ce qui s'est passé en France, où le centralisme et l'uniformisation jacobines furent associés aux valeurs révolutionnaires et démocratiques et, au moins dans un premier stade, le particularisme et la diversité régionales à la réaction aristocratique). La nation majoritaire n'est pas parvenue à devenir unique, et du coup, des identités nationales différentes se sont consolidées, mais sans non plus parvenir à devenir exclusives dans leurs territoires respectifs. Telle est l'origine d'une situation instable et conflictuelle qui dure toujours.

La Constitution libérale de 1812, référence du libéralisme politique espagnol du XIX<sup>e</sup> siècle, définissait l'Espagne comme un Etat unitaire et ne reconnaissait pas sa diversité nationale et linguistique. De ce fait, les oppositions et conflits ont été importants. Tout d'abord, ce sont les bourgeoisies « périphériques », les moins intégrées dans l'appareil d'Etat, qui sont devenues les plus dynamiques. Ensuite, à la différence de son homologue français, le libéralisme espagnol n'est jamais parvenu à se gagner le soutien de la paysannerie, qui s'est opposée au capitalisme agricole et qui a été manipulée par la réaction carliste (le légitimisme antilibéral espagnol), plus partisane de la décentralisation, du traditionalisme et du particularisme.

Ces faiblesses du libéralisme espagnol

ont conduit à utiliser l'armée comme outil pour opérer le changement politique et imposer son programme (les fameux « pronunciamientos »). Les guerres carlistes du XIX<sup>e</sup> siècle ont également facilité une militarisation de la société et ruiné les finances publiques. Enfin, depuis la Restauration bourbo-

Au Pays basque. DR.



nienne (1874-1931) qui a suivi la Première République (1873-74), les guerres africaines (au Maroc) et l'obsession de l'unité de la patrie depuis la perte de Cuba et des Philippines ont transformé l'armée en un bastion contre-révolutionnaire et ultra-centraliste.

Si l'on ajoute à cela le retard chronique des infrastructures, l'énorme faiblesse de l'éducation publique et l'essor d'un mouvement ouvrier confronté à la fois à la bourgeoisie libérale et à l'aristocratie foncière, on peut saisir la nature fragmentaire, inégale et très contradictoire du capitalisme espagnol primitif, ainsi que les raisons profondes de l'échec de la révolution bourgeoise en Espagne.

## SURGISSEMENT DES MOUVEMENTS NATIONALISTES MODERNES

La marginalisation de la bourgeoisie industrielle catalane de l'appareil d'Etat depuis l'échec de la Première République, puis la différenciation politique de la bourgeoisie basque, due à ses liens historiques avec le carlisme et à son rapport initial avec le capital britannique, expliquent l'apparition d'un

pan entier du prolétariat de ces différentes nationalités.

Le caractère centraliste et militariste du libéralisme espagnol du XIX<sup>e</sup> siècle et la nature éminemment rentière de l'oligarchie castillane-andalouse ont rendu plus difficile l'intégration du gros des bourgeoisies catalane et basque dans une bourgeoisie espagnole cohérente, tandis que l'origine semi-féodale de l'appareil d'Etat expliquait que celui-ci n'était pas fonctionnel au développement du capitalisme. Tout cela s'est cristallisé, pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, autour du conflit sur les politiques douanières, où se sont opposés les intérêts de la bourgeoisie catalane, protectionniste sur le plan des manufactures mais partisane de l'importation de nourriture bon marché (pour comprimer les salaires) et ceux d'une oligarchie ter-

point le fait que l'identité nationale espagnole se soit construite au moins partiellement sur la base de l'anti-catalanisme (dans la mesure où l'affirmation de la catalanité était la négation de l'hispanité et inversement). En ce sens, comme le constatait l'historien Pierre Vilar, les stéréotypes anti-catalans sont très semblables à ceux de l'antisémitisme. L'égoïsme, l'avarice, ainsi que l'idée que les Catalans forment un corps complet étranger à la nation, ont été des constantes (parfois conscientes, souvent inconscientes) dans la construction de l'identité nationale espagnole majoritaire.

Depuis la crise de 1909 et la perte des dernières colonies, le nationalisme bourgeois catalan n'aspire plus à dominer l'Etat espagnol mais à lutter pour des marges croissantes d'autogouvernement et pour récupérer des institutions politiques qui lui soient propres. Sa lutte contre l'Etat de la Restauration explique ses alliances récurrentes et contradictoires avec les forces populaires sur le plan des revendications démocratiques. On a ainsi vu se développer un rapport à la fois de collaboration et de concurrence entre le catalanisme politique et le mouvement ouvrier catalan, et cela malgré les vagues successives de migration en provenance d'autres zones de l'Etat.

## RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION (1931-1939)

La force du mouvement ouvrier, le débordement des secteurs bourgeois et l'hégémonie du républicanisme petit-bourgeois expliquent les dynamiques de la Deuxième République. Le républicanisme libéral espagnol a été le seul mouvement nationaliste espagnol de gauche. Le républicanisme catalan a cependant été majoritairement nationaliste, tandis que le républicanisme basque demeurait sous hégémonie d'un PNV (parti nationaliste basque) catholique et conservateur.

La compréhension par de larges pans du socialisme et du communisme catalans de l'importance stratégique de la lutte d'émancipation nationale aide à expliquer la dynamique de révolution permanente vécue dans la période 1931-1937. Ces années ont été marquées par le passage de l'hégémonie, au sein de la mouvance nationale, de la bourgeoisie

libre-échangiste sur le plan des manufactures mais protectionniste par rapport à l'importation de céréales (pour stopper l'effondrement des prix des récoltes).

castillane-andalouse. Ce conflit explique jusqu'à un certain





– Lliga Catalana – à la petite-bourgeoisie – ERC, Gauche républicaine de Catalogne – entre 1931 et 1934, puis de celle-ci au prolétariat révolutionnaire – POUM marxiste, CNT anarchiste – entre 1935 et 1937 et finalement, après la défaite de la révolution, au parti qui représentait l'alliance du prolétariat réformiste et de la petite bourgeoisie antifasciste, le PSUC stalinien entre 1937 et 1939. A l'inverse, le maintien de l'hégémonie du PNV pendant la République et la guerre en Euskadi s'explique avant tout par le refus, de la part du PSOE – parti socialiste – et pour partie de la CNT, des revendications nationales basques (qui les a complètement isolés vis-à-vis des couches moyennes).

Le franquisme a représenté la forme extrême du nationalisme espagnol de matrice fasciste ; il avait la prétention de revenir à l'Espagne impériale et était la synthèse parfaite du centralisme et de la contre-révolution. Son nationalisme forcené a été à la base de la radicalisation des nationalismes catalan, basque et galicien et du surgissement de nouveaux nationalismes et régionalismes de masse à la fin de la dictature (Andalousie, Canaries, pan-catalanisme au Pays Valencien et aux Iles Baléares, Aragon, Asturies, etc.).

#### DE LA TRANSITION À LA CRISE DE LA DEUXIÈME RESTAURATION BOURBONNIENNE

Même si les grands partis de l'opposition antifranquiste (PSOE et PCE-PSUC) reconnaissaient dans leur programme la pluri-nationalité de l'Etat et le droit à l'autodétermination, même s'ils défendaient la restauration de la République et la récupération de ses « statuts » d'autonomie, les revendications nationales ont été les premières à être entermées par la politique des pactes avec les franquistes réformistes qui ont dirigé la transition. C'était aussi une condition sine qua non pour que l'armée ne torpille pas l'ouverture politique.

En Euskadi, l'hégémonie conquise par l'ETA dans la lutte antifranquiste (et le poids significatif de la gauche révolutionnaire dans la rue et dans les entreprises), le fait aussi que la Constitution de 1978 n'y ait été approuvée que par une minorité d'électeurs, expliquent la persistance du conflit armé jusqu'à il y a seulement quelques mois.

Aujourd'hui, les effets combinés du sabotage des tentatives de réforme (Plan Ibarretxe, réforme de « l'Estatut » catalan), de l'impact de la crise et des politiques d'austérité, ainsi que des problèmes de financement des Communautés autonomes, et encore de l'immobilisme du gouvernement du premier ministre espagnol Rajoy face au processus de paix en Euskadi (non rassemblement des prisonniers, maintien de la répression, rejet de toute négociation politique...), ont généré une situation marquée par un développement de l'indépendantisme, notamment en Catalogne.

Cette situation a pour l'instant renforcé des options bourgeoises ou petite-bourgeoises, mais celles-ci commencent à être débordées par une dynamique tendant à une rupture institutionnelle. La crise du régime de la Constitution de 1978 est en effet importante. Les scandales de corruption qui ont traîné dans la boue tous les partis ayant géré le système depuis la transition et une oligarchie des affaires (y compris le CEOE, le Medef espagnol) extrêmement discréditée ; l'abdication du roi Juan Carlos ; l'absence de crédibilité du pouvoir judiciaire ; la chute dans les sondages du PP (Parti populaire, la droite espagnole au pouvoir), du PSOE et de CiU (droite catalane), la montée d'options telles que Podemos... tout cela annonce des temps très, très intéressants.

#### LA GAUCHE ANTICAPITALISTE ET LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE (CATALANE ET ESPAGNOLE)

Ce que l'on a vécu le dimanche 9 novembre avec le référendum organisé par les autorités catalanes est historique parce que c'est le premier vrai bras de fer entre deux légitimités. D'un côté, celle du droit à décider des Catalans, soutenue par environ 80 % du parlement catalan et par le gouvernement autonome d'Artur Mas ; de l'autre, un PP qui navigue entre les condamnations et les menaces répressives. Résultat : une victoire importante pour Mas et une grosse défaite symbolique pour le premier ministre espagnol Rajoy, qui est apparu antidémocratique et faible aux yeux de l'extrême droite, ainsi que de la gauche et des courants nationalistes de l'ensemble de l'Etat.

La participation a été très élevée (plus même élevée que dans des référendums antérieurs tout à fait légaux) malgré les menaces répressives... mais il n'est pas évident qu'il existe déjà une majorité

claire dans la population pour le « double oui », correspondant à un Etat propre qui soit aussi clairement indépendant. Telle était en tout cas la ligne défendue par la gauche révolutionnaire, car c'est la seule capable de bouleverser vraiment le *statu quo*, sans par ailleurs fermer la porte à la recherche de débouchés confédéraux ou même fédéraux.

#### LES TÂCHES DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE ET DE CLASSE EN CATALOGNE... ET EN ESPAGNE

Le plus probable est qu'Artur Mas ne parvienne pas à atteindre son objectif, consistant à regrouper sous sa direction les forces « nationales » qui se sont prononcées pour le « double oui », afin de remporter les prochaines élections ; et cela, malgré la pression forte existant dans le sens d'une union « patriotique » pour l'indépendance, qui cacherait sous le drapeau les différents choix de société. Il revient à la gauche anticapitaliste de mettre en avant une candidature qui soit crédible à la fois sur le plan social et sur le plan national, c'est-à-dire capable de lier des objectifs sociaux et démocratiques.

A cet effet, il s'agit de regrouper le *Processus Constituent* (un rassemblement de militants sociaux très populaires et politiques très reconnus) et *Podem* (le Podemos catalan) pour former une alliance qui pourrait devenir la troisième force politique et essayer de contrer la montée en force d'une ERC (parti petit-bourgeois catalan) que apparaît vierge sur le plan national, mais est réalité tout à fait complice des politiques d'austérité.

Izquierda Anticapitalista mène à contre-courant un combat notable pour le droit à l'autodétermination dans l'ensemble de l'Etat espagnol, notamment au sein de Podemos, et rappelle qu'il n'y aura pas d'autodétermination en Catalogne ou ailleurs sans un changement de régime en Espagne, ni d'horizon républicain en Espagne sans des processus constituants coordonnés qui offrent un débouché politique aux mouvements souverainistes-indépendantistes catalan, basque et autre. □

*L'auteur est membre de la direction de l'organisation Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) de l'Etat espagnol.*

## Les colonisés de l'empire français dans la Première Guerre mondiale

PAR PATRICK LE MOAL

*Durant la Première Guerre mondiale, l'empire français déploya sur les champs de bataille – non sans résistances et révoltes, sauvagement réprimées – près de 500 000 de ses sujets coloniaux. Employés comme à chair à canon, victimes du racisme et de multiples discriminations, ils exigèrent alors l'égalité, mais en vain. La fin de la guerre coïncida avec un premier essor de la revendication d'indépendance.*

En août 1914, la situation des 50 millions de colonisés de l'empire colonial français était telle qu'ils ne pouvaient se sentir concernés par la boucherie qui s'annonçait. En effet, à ce moment régnait toujours le régime de l'indigénat<sup>1</sup>. Cette justice administrative d'exception qui s'appliquait aux personnes définies comme « indigènes » autorisait les sanctions collectives, les déportations d'habitants et sanctionnait des pratiques que la loi n'interdisait pas, sans défense ni possibilité d'appel. Elle imposait l'interdiction de circuler de nuit et les réquisitions. Le service de corvée forcée aboli par la Révolution française était en vigueur, comme de nombreuses taxes coloniales, dont la « taxe de sang » qui se traduisait par la conscription forcée. Pour les colons, les indigènes devaient payer un tribut pour l'accès à la « civilisation ». C'était la juste rétribution des efforts du colonisateur, l'application normale du droit absolu d'obliger les populations colonisées, auxquelles il apportait la paix et la sécurité, à contribuer aux dépenses d'utilité générale. La plupart des grands projets d'Afrique française, routes, mines ou plantations, furent réalisés par le travail forcé.

La résistance existait, principalement passive. D'importantes migrations se produisirent lorsque les réquisitions d'hommes pour la conscription et les travaux obligatoires furent trop importantes.

Au plan statutaire, il y avait trois catégories d'« indigènes » : les « citoyens français » ( au moins au niveau des principes, notamment dans les DOM-TOM actuels), les « sujets français » (habitants des colonies ayant la nationalité française, mais pas la qualité de

citoyen français, sauf exceptions<sup>2</sup>), les « protégés ou administrés français » (qui n'avaient pas la nationalité française, notamment des habitants d'Indochine, de Syrie ou du Liban).

L'armée française avait intégré sur la base du volontariat des « indigènes » dans des troupes coloniales. Dans les années qui précédèrent le déclenchement de la guerre, un débat eut lieu entre l'état-major et le gouvernement. En 1910, le général Mangin, qui s'était illustré dans des batailles coloniales au Soudan et au Maroc, publiait un livre au titre évocateur : *La force noire*. Pour lui, l'apport de centaines de milliers de soldats d'Afrique noire et du Maghreb pouvait jouer un rôle décisif dans la guerre contre l'Allemagne. Les colons s'y opposaient, craignant que ces soldats aient des exigences, se retournent contre eux, voire même deviennent des citoyens à part entière. Finalement, dans des colonies galvanisées par les arguments nationalistes, le racisme institutionnel sembla s'estomper temporairement pour faire place à l'« Union sacrée ».

Le grand Empire colonial français va fournir soldats et travailleurs pour combler le manque d'effectifs dès la fin de 1914, plus encore à partir de 1916. Finalement, près d'un demi-million de soldats des colonies combattirent, tandis que des centaines de milliers d'ouvriers vinrent travailler dans les ateliers en France. Pour les colonialistes, c'était une preuve flagrante de l'importance des colonies pour la patrie : sans colonies, une politique de puissance mondiale n'était pas pensable.

#### LA GUERRE EN AFRIQUE

Quand la guerre fut déclenchée en Europe, des colons français, belges ou an-

glais qui fraternisaient avec les colons allemands pour soumettre les colonisés, furent confrontés à la volonté impérialiste de vaincre l'Allemagne non seulement en Europe, mais aussi en Afrique et en Asie.

Dès août 14, les Britanniques engagèrent la guerre et envahirent la colonie allemande du Togo. Dans l'actuelle Namibie, la conquête britannique prit un an, tout comme au Cameroun pour les Anglais et les Français. En Afrique orientale, la résistance allemande fut plus forte face aux Britanniques et aux Belges ; la guerre dura plus de deux ans et fut très meurtrière. C'étaient des guerres de mouvement, dans lesquelles l'approvisionnement des troupes représentait le plus grand défi.

Pour la seule Afrique orientale, les Britanniques recrutèrent environ 750 000 Africains comme porteurs, pour l'essentiel enlevés dans leurs villages. A la fin de la guerre, près de 100 000 porteurs étaient morts d'épuisement, de maladie ou de faim.<sup>3</sup>

Pour les Africains, loin d'être une guerre pour la civilisation ou la démocratie, comme la présentaient les Alliés, ou une bataille pour le Kaiser, comme la considéraient les Allemands, ce n'était que le prolongement d'une guerre d'abord menée contre les Africains, puis entre Européens. Les frontières coloniales furent redessinées, mais les maîtres coloniaux n'avaient aucune intention d'accorder aux Africains plus de latitude pour s'exprimer sur leur destin. Le droit des peuples n'était pas à l'ordre du jour.





### LA RÉSISTANCE DES COLONISÉS À L'ENGAGEMENT FORCÉ

Dans les campagnes de recrutement dominait le slogan « en versant le même sang, vous gagnerez les mêmes droits » et nombre de ceux qui s'engageaient pensaient que leur sacrifice leur vaudrait le statut de citoyens français. Au moment où Clemenceau décida de mettre en place le recrutement forcé, il nomma pour organiser le recrutement indigène en Afrique Blaise Diagne, le seul député africain qui venait d'adhérer au PS.

Car il y avait des résistances à la mobilisation. Dans le Maghreb, le gouvernement français enrôla au nom de la civilisation contre les barbares turco-allemands. Méchouis, couscous, primes, indemnités aux familles, promesses d'accès à la citoyenneté ponctuaient les incorporations. En Algérie, la mémoire de la guerre de 1870 était toujours présente. Les soldats algériens avaient servi de chair à canon : sur les 8000 engagés, 5000 avaient été tués<sup>4</sup>.

Si la conscription était acceptée par les féodaux et certains membres du courant nationaliste qui y voyaient une possibilité d'obtenir des droits, la masse des Algériens y était hostile. Les jeunes refusaient de se présenter devant les conseils de révision, des manifestations se déroulaient, notamment en Oranie. « Ainsi en août 14, une foule arrête près de Barika un convoi de 27 jeunes gens et les fait désertier. Des insoumis prennent le maquis en Kabylie et dans une grande partie du Sud Constantinois (...) L'insurrection est en 1914 presque générale. »<sup>5</sup>. L'administration reporta l'incorporation de 1915. En 1916, des groupes armés se constituèrent, la résistance s'amplifia. L'armée française retira du front une brigade, fit venir des avions de Tunisie, multiplia ratissages, villages brûlés, enfumades, tortures, razzias, arrêta de près de 3000 personnes, en condamna 805. En 1917, sur 3655 appelés, plus de la moitié, soit 2289, refusa de se présenter dans l'arrondissement de Batna<sup>6</sup>. Il y eut pour finir des résistances armées dans le Sahara, l'Oranie et le Sud Constantinois. Ferhat Abbas<sup>7</sup> déclarait en 1922, à l'époque où il était influencé par Maurras et partisan de l'assimilation :

« sur 91 160 indigènes morts en faisant leur devoir, 21 seulement savaient lire et écrire, 21 seulement avaient reçu une partie de leurs droits, 21 seulement savaient pourquoi ils se battaient et pourquoi ils allaient mourir sur la Marne. Les autres, arrachés à leur gourbi, armés d'un fusil, allèrent se battre sans avoir entendu parler de la France ni de l'Allemagne. »

Il y eut des difficultés tout aussi sérieuses au Maroc, car le pays n'était pas entièrement sous contrôle et les sympathies d'une partie de l'opinion allaient à l'empire ottoman. Les rebelles approchèrent de Kenitra et Taza ; Lyautey envoya en France le moins de troupes possible (Algériens et Sénégalais), 6000 sur les 88 000 demandés !

En Afrique, des primes étaient payées aux chefs par homme fourni. En Afrique équatoriale française, il n'y eut pas de ponctions fortes car la région était plutôt préoccupée par la conquête du Cameroun allemand.

En Afrique occidentale, la résistance au recrutement forcé apparut au Mali dès novembre 1914, sur le thème « nous ne donnerons pas aux Blancs nos enfants pour en faire des tirailleurs et mourir loin de chez nous ». Lors de la levée de 5000 hommes de février 1915, de nombreux jeunes désertèrent, se mutilèrent ou suicidèrent. En octobre 1915, c'est une levée de 50 000 hommes qui fut organisée en Afrique occidentale.

L'hostilité des populations au recrutement était absolue. Plusieurs régions se révoltèrent. En février 1915, dans le territoire du Haut Sénégal-Niger, 200 villages entrèrent en rébellion contre le pouvoir colonial : « puisque nos fils doivent mourir, nous préférons qu'ils se fassent tuer à nos côtés ». Une colonne de répression de 350 soldats armés de canons et de mitrailleuses décima près de 6000 révoltés armés de fusils à pierre et de lances, brûlant des dizaines de villages.

Dans la région du Volta et du Bani (Burkina Faso), l'annonce du recrutement massif déclencha en novembre 1915 la haine accumulée contre le colonisateur. L'armée française dut engager 5000 soldats lourdement armés (six canons, quatre unités de mitrailleuses et 5000 porteurs) pour combattre entre 60 000 et 80 000 guerriers armés d'arcs, de fusils à pierre et d'un petit nombre de fusils à répétition périmés. Car les premiers affrontements de décembre 1915 mirent en déroute les expéditions punitives. La guerre s'étendit au-delà de la Volta, dans l'actuel Mali. En février 1916 fut engagée une campagne de destruction systématique des villages, mais il fallut deux autres campagnes, en avril et septembre, pour venir à bout de ce mouvement insurrectionnel. Ce conflit concerna près d'un million de personnes comprenant une grande

variété de populations. Un rapport officiel estima qu'il faillit mettre en péril la domination française même sur toute l'étendue de la boucle du Niger et menaça la suprématie française en Afrique de l'Ouest.



La situation était différente dans les « vieilles colonies », Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion. Une aspiration à l'égalité d'une partie du personnel politique amenait des demandes répétées de conscription, car le « droit au service militaire » était sans cesse repoussé. Notons toutefois que les premières opérations de recensement ne semblèrent pas soulever l'enthousiasme. En Martinique, sur 1475 inscrits, on dénombrait 719 absents sans motifs valables.

Mais la guerre bouleversa la situation. L'arrêté ordonnant la mobilisation générale, publié le 2 août 1914, provoqua une envolée patriotique. Les hommes mobilisés furent intégrés à l'armée française en tant que soldats de plein exercice.

### LA SITUATION AU FRONT

Pour beaucoup, la perception de la France se limitait à l'administration coloniale du village, qu'ils n'avaient pas souvent quitté, et l'incorporation les faisait basculer dans un autre monde. Inexpérimentés, désorientés, jugés inaptes au front français, ne disposant que d'une instruction militaire dérisoire, affrontant difficilement des conditions sanitaires

étant de meilleurs guerriers en raison de leur supposée sauvagerie primitive » ou les Algériens ont servi comme troupes d'assaut, et donc eu des pertes considérables, les Indochinois étaient vus comme étant « trop petits et trop efféminés pour faire de bons soldats » et remplissaient donc des tâches à l'arrière, loin des combats.

Ailleurs, les rapports des instructeurs qualifiaient le contingent créole d'indolent, d'indiscipliné. Pour cette raison, il était rarement incorporés dans des régiments techniques (artillerie, aviation, génie, artillerie d'assaut). Les archives antillaises montrent également l'accueil très mitigé fait aux soldats créoles, les insultes à connotations racistes : « Blanchette », « Chocolat », etc. Les conscrits français ignoraient pour la plupart l'existence des Antilles et leur désir de payer l'impôt du sang leur semblait bizarre. Mais pour la première fois aussi, des Antillais tombaient sur des Blancs qui ne savaient pas lire ou ne comprenaient carrément pas le français, comme les Bretons.

A « l'arrière », la discrimination raciale produisait un régime particulier de permissions des Maghrébins mais surtout des Sénégalais pour lesquels les visites chez des familles françaises, marraines ou autres infirmières étaient directement interdites.

### LES ENRÔLÉS DANS L'INDUSTRIE

Cette guerre eut pour effet la première rencontre massive entre citoyens français et colonisés. Les recrutements de main-d'œuvre non qualifiée furent étendus à l'échelle planétaire, sans souci des frontières des empires coloniaux.

Par exemple, 50 000 Vietnamiens furent enrôlés et transplantés dans les usines de l'arrière pour les besoins de la guerre industrielle. Le plan de recrutement élaboré en 1915 par le « socialiste » Albert Thomas suscita l'opposition de la CGT, qui revendiquait pour le syndicalisme ouvrier le contrôle international des flux de main-d'œuvre. Il trouva un allié inattendu dans le leader nationaliste et réformiste Phan Châu Trinh, qui accepta une trêve dans la lutte anticoloniale, car les recrutements constituaient le premier jalon d'une modernisation de l'Indochine, condition préalable à l'indépendance que les Français étaient censés devoir accorder à l'issue de la guerre, en recon-

naissance du sacrifice des Vietnamiens.

Affectés prioritairement dans les immenses usines d'armement du Ri-pault, de Bourges ou de Toulouse, où ils représentèrent en 1917 jusqu'à 50 % des effectifs, ces ouvriers étaient, comme les Maghrébins, l'objet d'une surveillance particulière. Ils servirent au patronat à élaborer les modes de contrôle et de domination de la main-d'œuvre immigrée sans qualification, placée aux postes les plus ingrats et poussée au rendement à coups de primes à la production, qui se perpétueront tout au long du 20<sup>e</sup> siècle.

### A LA DÉMOBILISATION, LE RENOUVEAU DES COMBATS ANTICOLONIAUX

Démobilisés, les combattants purent comparer la société française métropolitaine aux « valeurs » imposées par le colon de leur village. Malgré les discriminations dont ils faisaient l'objet à l'armée, les colonisés n'y étaient pas humiliés comme à la colonie, ce qui en dit long.

Les promesses faites lors du recrutement, qu'en échange de leur sacrifice les colonisés se verraient reconnaître des droits, individuels ou collectifs, n'ont pas été tenues. L'essor des mouvements de libération après 1918 y doit une partie de son élan, de sa colère.

Ces centaines de milliers de morts servirent la cause de leurs frères et sœurs restés au pays, qui firent valoir ce qu'on a appelé « l'impôt du sang », la reconnaissance de l'égalité des droits face à l'égalité des devoirs. Mais le pouvoir colonial fit la sourde oreille. Face à cette injustice, les idées indépendantistes prirent une nouvelle acuité, de nouvelles formes. De nouvelles organisations apparurent. Là encore, cette guerre changea les conditions des combats à venir. □

1 Il ne sera aboli qu'en 1946, voire seulement lors de l'indépendance dans certaines colonies.

2 Dans « Algérie, mouvement ouvrier et question nationale 1919-1954 », Nora Benallègue-Chaouia chiffre le corps électoral algérien à 5000 personnes en 1914 (et 100 000 en 1919, soit 11 % de la population masculine).

3 Certaines estimations vont jusqu'à 300 000 victimes.

4 Mahfoud Kaddache, « L'Algérie des Algériens », Paris-Méditerranée, 2003.

5 Ibid., page 160.

6 Ibid., page 161.

7 Qui sera le premier chef d'Etat de la République algérienne indépendante.

8 « Race and War in France. Colonial Subjects in the French Army, 1914-1918 », The Johns Hopkins University Press, 2008.



# « Les insurrections sont venues, pas la révolution »...

Quelques remarques à partir d'*A nos amis* du Comité invisible (La Fabrique, 2014)

PAR UGO PALHETA

En voie d'être traduit dans plusieurs langues, *A nos amis* s'annonce comme un prolongement de *L'insurrection qui vient*, paru en 2007. Comme ce dernier, il a d'ailleurs immédiatement rencontré un succès, en termes de ventes mais aussi d'influence dans les milieux radicalisés, succès qu'on ne saurait réduire à la publicité qui lui a été faite dans les grands médias. De même, se contenter de regretter l'arrogance, le sectarisme ou le pédantisme de ce livre, c'est oublier son grand mérite : prendre au sérieux la question du basculement révolutionnaire. D'autant plus qu'*A nos amis* a d'indéniables qualités, non seulement stylistiques, mais surtout théoriques et politiques, qui le situent bien au-dessus, de ce point de vue, de *L'insurrection qui vient* ou encore de *Premières mesures révolutionnaires* (2013), dont nous avons fait la critique dans ces colonnes<sup>1</sup>. C'est pourquoi on préférera ici se contenter de quelques remarques à partir du livre plutôt que de s'engager dans un compte-rendu critique qui aurait supposé un texte beaucoup plus long<sup>2</sup>.

## DES QUESTIONS PERTINENTES

Nous ne comptons certainement pas parmi les amis auxquels le Comité invisible souhaite s'adresser, non seulement parce nous demeurons résolument attachés à une critique et à une perspective politique marxistes, rudement attaquées dans ce livre<sup>3</sup>, mais aussi parce que nous nous sommes régulièrement opposés, dans les mouvements sociaux depuis le début des années 2000, à des groupes se réclamant d'idées proches de celles formulées dans *L'insurrection qui vient*. Et pourtant *A nos amis* nous parle, à nous aussi, parce qu'il développe une critique aiguë du monde capitaliste, s'interroge sur notre impuissance à peser sur le cours des choses – ce « nous » ne renvoyant évidemment pas au seul NPA – et ouvre des débats stratégiques qu'on aurait tort de

balayer d'un revers de main. Comment caractériser ce monde et les structures de pouvoir qui nous condamnent, du moins jusqu'à maintenant, à l'impuissance ? Comment nous organiser pour en finir avec cette impuissance face aux pouvoirs économique, politique, médiatique, etc. ? Ces questions nous concernent et il nous faut les reprendre. *A nos amis* s'ouvre d'ailleurs sur une prémisse – ou plutôt une énigme – qui pourrait être la nôtre : « *Les insurrections sont venues, pas la révolution. Rarement on aura vu comme ces dernières années, en un laps de temps si ramassé, tant de sièges du pouvoir officiel pris d'assaut [...]. Mais quelque grands que soient les désordres du ciel, la révolution semble partout s'étrangler au stade de l'émeute. Au mieux, un changement de régime assouvit un instant le besoin de changer le monde, pour reconduire aussitôt la même insatisfaction. Au pire, la révolution sert de marchepied à ceux-là mêmes qui, tout en parlant en son*

*nom, n'ont d'autre souci que de la liquider. [...] A ce point, il faut bien l'admettre, nous autres révolutionnaires avons été défaits. Non parce que depuis 2008, nous n'avons pas atteint la révolution comme objectif, mais parce que nous avons été dépris, en continu, de la révolution comme processus* » (p. 12-13).

En d'autres termes, l'histoire récente a rouvert le chapitre des soulèvements populaires – que les prophètes de la « fin de l'histoire » s'étaient empressés de clore alors que s'effondraient les dictatures bureaucratiques composant le bloc dit « communiste » – mais aucun des processus amorcés depuis 2008, de l'Égypte à la Tunisie en passant par la Grèce ou la Syrie, n'est pour l'instant parvenu à arracher les racines de l'oppression, à démanteler les appareils répressifs d'Etat et à briser les dispositifs de pouvoir qui assurent la soumission du plus grand nombre. Comment expliquer ces défaites à répétition ? S'il est vrai

qu'une crise pré-révolutionnaire ne peut se muer en processus révolutionnaire sans qu'émerge une force – un parti – capable de rendre irréversible le nouveau cours, de prendre des initiatives hardies et d'accélérer ainsi la transformation, le problème se trouve déplacé : pourquoi de telles forces révolutionnaires n'ont-elles pas jailli des processus en question (du moins pour l'instant) ?

## NI TABLE RASE, NI SIMPLE RÉPÉTITION

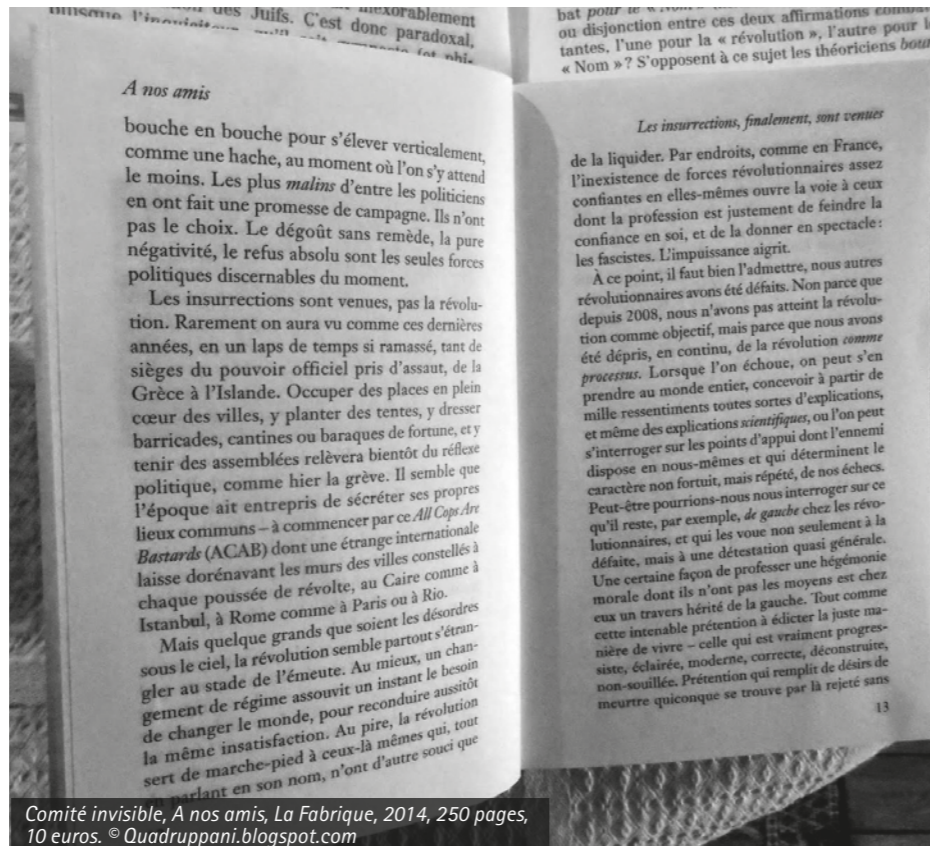
Il est vrai que, vu de la France de décembre 2014, la situation paraît passablement différente et la question d'une moindre actualité, tant la démoralisation vient tempérer la colère populaire pour n'en faire qu'une défiance généralisée mais passive, bien faite pour favoriser l'extrême-droite. Mais reportons-nous au contexte du mouvement social de 2010 contre la réforme des retraites qui a mobilisé des millions de travailleurs et de jeunes : alors que ne manquaient pas les militants ou les groupes révolutionnaires intervenant dans ce mouvement, et alors que se manifestait du côté des travailleurs une forte disponibilité pour la lutte, aucun saut qualitatif n'a pu être accompli dans la mobilisation : nous n'avons pas obtenu le retrait du projet, ni a fortiori la chute d'un gouvernement et d'un président pourtant honnis, sans même parler d'une situation de double pouvoir... Pire, le NPA – qui n'a pas ménagé sa peine durant ce mouvement, défendant le juste mot d'ordre d'une grève générale et reconductible – n'y a rien gagné, bien au contraire, subissant plus que d'autres les effets de la défaite sous les formes de l'abattement, de la désorientation ou de la division. C'est pourquoi il faut recommencer, en renonçant aux tentations croisées de la table rase et de la répétition monotone de positions ou de débats usés jusqu'à la corde : renouveler une boussole ajustée au monde tel qu'il s'impose à nous, et non fixer une fois pour toutes un itinéraire. Or *A nos amis*, malgré d'importantes limites sur les questions de l'Etat, de l'organisation ou de la démocratie, peut nous aider à secouer le joug de certaines évidences. Prenons la crise : nous avons tant insisté sur le fait qu'elle est le produit des contradictions insolubles du système capitaliste que nous avons parfois décrété trop vite une crise d'hégémonie du néolibéralisme et postulé l'automatisme de

révoltes contre les politiques d'austérité. *A nos amis* rappelle opportunément que « la crise » fonctionne depuis 2008 comme « une technique politique de gouvernement », avançant l'hypothèse suivante : « *la crise présente, permanente et omnilatérale, n'est plus la crise classique, le moment décisif. Elle est au contraire fin sans fin, apocalypse durable, suspension indéfinie, différence efficace de l'effondrement effectif, et pour cela état d'exception permanent* » (p. 25).

## ECONOMISME ET OUBLI DE L'ÉCONOMIE

Tordant le bâton dans l'autre sens par rapport à l'économisme, les auteurs rendent visible l'usage politique que les classes dominantes font de la crise de leur propre système pour tenter de rétablir le taux de profit en approfondissant la marchandisation du monde, en accroissant l'intensité de l'exploitation et en remettant en question les conquêtes du mouvement ouvrier (services publics, sécurité sociale, retraites, conventions collectives, etc.). Si c'est bien en dernière instance la crise du capitalisme qui crée les conditions de possibilité, nécessaires mais non suffisantes, de révoltes sociales et de bouleversements politiques<sup>4</sup>, ce qu'oublie les auteurs d'*A nos amis*, les cycles de mobilisation et de politisation sont souvent loin de coïncider avec les cycles économiques. Pour que s'engage un processus révolutionnaire, il importe non seulement qu'une étincelle mette le feu à la plaine mais également que cette plaine ait été rendue inflammable par des luttes de classe d'ampleur et que se mettent en action des forces collectives ayant la volonté consciente d'en finir avec l'ordre existant, capables de donner une consistance politique et une portée de masse à une idée simple : la vie qui nous est faite ne mérite pas d'être vécue. Autre point fort du livre : l'insistance sur la nécessité, pour les révolutionnaires, de mettre en avant et en pratique(s) une certaine idée de la vie et du bonheur fondée sur le fait d'agir en commun, de produire du collectif et de prendre nos affaires en main, au-delà de (nécessaires) revendications matérielles et d'une opposition aux mesures qui aggravent les conditions d'existence des classes populaires. Dans la mesure où le capitalisme engendre la concurrence et

généralise la séparation, fondant sa survie moins sur la répression permanente que sur la séparation généralisée, le simple fait d'être et de faire ensemble, même dans le cadre d'une lutte défensive contre la fermeture d'une usine, la création d'un aéroport, la destruction d'un parc en centre-ville ou la hausse des prix des transports, porte une potentialité anticapitaliste, sinon révolutionnaire. Si le renforcement de la conscience de classe ne procède pas d'une simple diffusion d'idées mais de la lutte des classes elle-même, c'est-à-dire des combats menés en commun, c'est d'abord à construire des cadres collectifs, indépendants des classes dominantes et de l'Etat, qu'il faut consacrer notre énergie. L'auto-organisation ne saurait donc constituer un outil parmi d'autres dans l'arsenal des révolutionnaires : il ne s'agit pas seulement d'un moyen opportun d'accélérer la mise en crise du système, par le blocage concerté des échanges et des flux<sup>5</sup>, ou d'un instrument fonctionnel de prise en charge des besoins élémentaires lorsque cette dernière n'est plus assumée par l'Etat (comme en Syrie dans les zones libérées). Favoriser partout l'auto-organisation, entretenir avec soin la puissance commune qu'elle fait naître et acquérir la confiance collective qu'elle suppose, voilà ce qui – ici et maintenant – devrait constituer un objectif pour les révolutionnaires et leurs amis... □



Comité invisible, *A nos amis*, La Fabrique, 2014, 250 pages, 10 euros. © Quadruppani.blogspot.com

1 « Vers un retour de la question révolutionnaire ? », *L'Anticapitaliste* n° 49, décembre 2013.  
2 Voir J. Confavreux, « Comité invisible : la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle », *Mediapart*, 30 octobre 2014.  
3 Les marxistes auraient découvert tout récemment l'ancrage territorial des grèves et luttes sociales (p. 188-189), ils ne comprendraient pas que « le processus de valorisation de la marchandise [...] coïncide avec le processus de circulation » (sic, p. 92), etc. On ne peut d'ailleurs manquer de s'étonner que de telles attaques cohabitent avec la critique de « la texture mauvaise des milieux radicaux : chaque petite entreprise groupusculaire croit bêtement, engagée qu'elle est dans une lutte pathétique pour de minuscules parts de marché politique, qu'elle sortira renforcée d'avoir affaibli ses rivaux en les calomniant. C'est une erreur : on gagne en puissance en combattant un ennemi, non en l'abaissant » (p. 237). On ne saurait mieux dire !  
4 Cela est vrai en Grèce ou en Espagne mais aussi en Égypte, en Tunisie ou en Syrie, même si, dans ces derniers pays, c'est moins le capitalisme en soi qui est entré en crise qu'une modalité du capitalisme. Sur ce point, voir G. Achcar, « Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe », Paris, Actes Sud, 2013.  
5 Voir le chapitre intitulé « Le pouvoir est logistique. Bloquons tout ! » (p. 81-99).



# Trop, c'est trop : explosion de colère au Mexique

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA



Le 20 novembre 2014 aux abords de l'aéroport international de Mexico, des étudiants s'affrontent à la police anti-émeute. Reuters/Carlos Jasso.

Il y a deux mois encore, le gouvernement de Peña Nieto était l'enfant chéri de l'impérialisme. Avec l'approbation par le parlement mexicain, en août 2014, du Pacte pour le Mexique, le processus de subordination croissante aux Etats-Unis – initié en 2005 par la signature de l'Alliance pour la sécurité et la prospérité de l'Amérique du Nord (ASPAN) – avait le vent en poupe.

A travers l'ASPAN, le Mexique s'est soumis aux directives du Commandement de l'Amérique du Nord (structure militaire conjointe sous direction états-unienne), une des fonctions de ses forces armées devenant de garantir la sécurité nationale des Etats-Unis face aux menaces du crime organisé et du terrorisme en Amérique Centrale et dans la Caraïbe. En conséquence, le système judiciaire mexicain a été réformé et une guerre a été lancée contre le narcotrafic, renforçant l'emprise sur la société de la police, des militaires et des paramilitaires.

Le Pacte pour le Mexique a été approuvé à travers un accord entre le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), actuellement au pouvoir, et le PAN (Parti d'action nationale), qui contrôlait le gouvernement précédent. Ce pacte – qui reste à ratifier en deuxième lecture par les députés – liquiderait 76 ans de monopole d'Etat du gaz et du pétrole, en ouvrant ces secteurs aux capitaux étrangers et privés. Il changerait les règles du jeu dans les domaines des té-

lécommunications, de l'éducation, de la fiscalité et de la finance, où un plein accès serait accordé aux Etats-Unis (et à d'autres puissances impérialistes, telle la France qui vient de signer 41 accords avec le Mexique, dont un pour équiper et entraîner sa gendarmerie).

Enrique Peña Nieto, qui n'a accédé à la présidence qu'avec 38 % des voix et ne dispose d'une majorité dans aucune des deux chambres du parlement, a dû payer un prix élevé pour son adoption. Le PAN a exigé – et obtenu – l'arrêt des investigations sur les 100 000 assassinats et 30 000 disparitions survenues sous la présidence de Felipe Calderón (2006-2012), avec le lancement de l'offensive militaire anti-narcos.

Encouragées par cette « amnistie », les forces de sécurité – une armée et une police corrompues et liées au narcotrafic – ont persisté dans leur spirale de violence incontrôlée. Depuis l'arrivée au pouvoir de Peña Nieto, il y a 14 mois, il y a eu 23 640 assassinats.

C'est alors que l'impensable s'est produit. Face à l'assassinat de six personnes dont trois étudiants et à la disparition de 43 élèves-instituteurs de la ville d'Ayotzina-pa, leurs parents, camarades et enseignants ont décidé que trop, c'était trop. Ils sont descendus dans la rue pour exiger l'apparition en vie des séquestrés, en rejetant toutes les tentatives de conciliation du gouvernement.

Et leur exemple a galvanisé la société mexicaine. Les étudiants, en révolte depuis 2011 contre une société d'exploitation et de racisme qui leur vole leur avenir, se sont une fois de plus mobilisés. Leur exemple a fait tâche d'huile. Les manifestations se sont succédé au Mexique et dans une série de pays. Le cas est arrivé jusqu'à l'ONU, qui l'a qualifié de « *disparition forcée* » et a exigé une enquête. Jen Psaki, porte-parole du Département d'Etat états-unien, a demandé à la société mexicaine de « *garder son calme* », oubliant que c'est son pays qui, afin de défendre sa sécurité intérieure, a imposé au Mexique cette « *guerre* » contre son propre peuple. Si l'on ne peut savoir ce qu'il adviendra de ce mouvement, il est certain qu'Ayotzina-pa a marqué un tournant. Les mobilisations de masse qui ont commencé sur l'exigence d'« *apparition en vie* » scandent maintenant « *Peña démission* ». Omar García, survivant de la tuerie, a lancé le 20 novembre un appel à construire un mouvement national contre l'Etat et pour un changement de société.

Les dirigeants impérialistes commencent à se demander si la démission de Peña Nieto ne serait pas la meilleure solution. Cela ne résoudrait aucun problème de fond pour le peuple mexicain, mais représenterait néanmoins un obstacle à la ratification finale du Pacte pour le Mexique, avec tout ce qu'il implique de restrictions à la souveraineté nationale du pays. □